

ESPACE PUBLIC, COHABITATION ET MARGINALITÉS: QUELLES NOUVELLES RÉALITÉS ET QUELS ENJEUX POUR LES VILLES CONTEMPORAINES?

Introduction au dossier

Texte: *Annamaria Colombo, Giada de Coulon, Monika Litscher*

Vidéosurveillance, couvre-feu, aménagement de mobilier urbain encourageant la mobilité, revitalisation des quartiers du centre-ville, présence policière accrue, lois anti-mendicité, mesures d'éloignement... Dans la plupart des villes du monde, y compris en Suisse, on observe une augmentation de la régulation et du contrôle des espaces publics (rues, parcs, places, etc.) ou «semi-publics» (centres d'achat, campus, terrains de sport, etc.). Elle se manifeste notamment par des dispositifs de contrôle des frontières et de discipline (surveillance policière, service de sécurité, etc.), d'encouragement à la mobilité (notamment à travers l'aménagement urbain), de campagnes éducatives / interventionnistes (par exemple www.igsu.ch), ainsi que des dispositifs légaux (Doherty et al. 2008). Souvent, ces transformations s'accompagnent d'un marketing urbain et d'efforts pour atteindre le haut des classements mondiaux de qualité de vie (par exemple celui de Mercer Global Consultancy). Dans les lieux publics, cela se concrétise notamment à travers des mises en scène, des événements, des expériences proposées et des aménagements urbains conçus pour accueillir en priorité des groupes de personnes ciblées.

De tels développements suscitent une série de questions: Par qui et comment est négocié l'accès aux espaces publics? Qui est habilité à s'immiscer dans la production de l'espace urbain et qui le fait réellement? Qui circule dans ces espaces de pouvoir et sous quelles conditions? Qui en sont les personnes incluses et les exclues, de quelle façon le sont-elles et dans quelle mesure? Et quelles sont les conséquences de ces processus sur nos sociétés urbaines, pour les groupes et individus qui les constituent? Comment une vie urbaine démocratique et un usage collectif et égalitaire des espaces publics sont-ils possibles?

Ce dossier propose d'offrir des réponses à ces questions à travers une perspective interdisciplinaire novatrice. En effet, l'ambition de ce dossier est d'ouvrir de nouvelles façons d'appréhender ces questions, d'une part, en articulant des champs qui sont souvent étudiés de manière cloisonnée et d'autre part, en faisant dialoguer différentes disciplines et perspectives. Les huit contributions qui le composent articulent de manière originale et selon différentes perspectives les enjeux qui touchent à l'es-

pace urbain, à la cohabitation avec les populations marginalisées et aux enjeux de compétition entre les villes. En outre, elles donnent à voir un panorama de cas choisis dans divers cadres urbains d'Europe Centrale, de Chine, d'Afrique de l'Ouest et du Canada. Les enjeux de la cohabitation et de la marginalisation sont ainsi abordés à partir de perspectives diversifiées et au moyen d'une variété d'outils méthodologiques.

Cette introduction souhaite offrir une mise en perspective à deux niveaux. En aval, une mise en perspective rétrospective explique les constats issus de nos propres recherches qui nous ont conduites à proposer la thématique du dossier. En amont, nous discutons trois axes transversaux qui nous semblent se dégager des articles du dossier et éclairer les enjeux théoriques et empiriques qui en découlent.

Penser l'articulation entre espace public, marginalité et marketing urbain

Les questions d'accès et de régulation de l'espace public se sont imposées de diverses manières dans les différentes recherches que nous avons respectivement menées ces dernières années en Suisse, au-delà de la diversité des terrains, des thématiques et des angles d'approche. Ces recherches ont toutes fait surgir la question de la place «laissée», «donnée» et/ou «prise» dans l'espace public par les populations désignées comme marginales, ou qui se considèrent comme telles, ainsi que les modalités de cohabitation mises en œuvre, souhaitées ou décriées. Ainsi, l'analyse des enjeux entourant l'adoption d'une loi anti-mendicité à Genève (de Coulon et al. 2015, Colombo et al. 2016) montre comment des dispositifs légaux sont légitimés sur le plan politique et social en tant que moyens de régulation de la cohabitation dans l'espace public. Monika Litscher, Peter Mösch, Marco Schmutz et Beat Grossrieder (2012) ont quant à eux montré que les mesures d'éloignement décidées dans presque tous les cantons et villes de Suisse permettent le contrôle de certains groupes de populations jugés indésirables, dont l'accès à des espaces publics ou semi-publics est ainsi rendu illégitime. Une tendance similaire à l'encadrement des populations indésirables ressort de la recherche de Annamaria Colombo (2016) sur les pratiques de gestion des risques associés à la dépendance dans l'accompagnement de parents toxicodépendants et leurs enfants. Si de tels processus d'inclusion et d'exclusion sont souvent considérés comme la conséquence de déviances, nos études montrent qu'ils peuvent être compris comme des révélateurs de la manière dont notre société réagit à des usages de l'espace public considérés comme perturba-

teurs, désagréables ou simplement différents, qui, par conséquent, font l'objet de désapprobation, voire d'exclusion ou de répression (Litscher et al. 2012: 140-145).

Or, les mesures de type punitif comme l'interdiction de mendier ou les mesures d'éloignement ne tiennent que peu compte du sens donné par les acteurs eux-mêmes à leurs pratiques. Lorsqu'on leur donne la parole, ces acteurs révèlent toute la part d'agentivité et les dynamiques de (non-) reconnaissance qui sous-tendent des pratiques considérées comme délinquantes, voire criminelles. Ainsi, la recherche de Giada de Coulon (2015) s'intéresse à la perspective de jeunes hommes vendant de la drogue dans la rue à Genève. Cette pratique prend place au sein d'un espace public que ces acteurs privilégient et œuvrent à maintenir sécurisé et tissé d'interconnaissances entre les différentes personnes qui l'habitent et le traversent. Ils œuvrent donc eux aussi à sa régulation. L'analyse des actes et paroles des personnes qui occupent les espaces publics permet de réfléchir au rôle essentiel qu'ils y jouent, et de révéler les efforts pour «prendre sa place» dans la société dont témoignent des pratiques considérées comme marginales, comme la mendicité, le sans-abrisme ou la revente de drogues, par exemple (Colombo et al. 2016, Litscher et al. 2012, Colombo 2016). D'une part, ces résultats questionnent les compréhensions monolithiques, universalisantes de ce que sont les espaces publics prétendument «ouverts à tous» et de leurs usages. D'autre part, ils révèlent comment leur accès n'est pas garanti de façon égalitaire à tout un chacun.

Les résultats de ces recherches affinent et approfondissent les constats de travaux, portant sur d'autres réalités ou contextes géographiques, qui analysent depuis quelques années la façon dont les villes composent avec la diversité croissante des profils, des aspirations et des modes de vie qui s'y développent. Or, si ces questions figurent de plus en plus à l'agenda politique¹ des villes suisses, les travaux scientifiques articulant les questions d'espace public, de cohabitation urbaine et de marginalité sont rares.

Les recherches présentées dans ce dossier semblent démontrer que des enjeux similaires à ceux d'autres contextes sociaux et géographiques peuvent se retrouver en Suisse, mais qu'il est également nécessaire de prendre en compte les spécificités des contextes locaux dans lesquels ils sont ancrés. C'est pourquoi il nous a semblé utile de proposer un numéro consacré à ce sujet qui permette des éclairages issus de et portant sur des contextes variés. Notre objectif était de réunir dans ce dossier des articles pouvant apporter un éclairage

¹ Pour une revue des travaux concernant plus spécifiquement la façon dont les villes composent avec les sans-abri, voir Deverteuil et al. 2009.

novateur sur les débats autour des enjeux de cohabitation urbaine. Observe-t-on les mêmes types d'enjeux dans différentes villes ou régions du monde? Les questions de cohabitation se posent-elles de façon spécifique selon les populations ou les acteurs concernés? La situation suisse fait-elle figure d'exception ou présente-t-elle, malgré ses particularités, des similitudes avec d'autres pays? Comment des analyses dégagent-elles des pistes permettant de penser la cohabitation sociale, en particulier dans l'espace public? Comment favoriser la participation démocratique à ces espaces, ou du moins, comment offrir la possibilité à des acteurs concernés, aux intérêts et profils pluriels, de faire valoir de façon égalitaire leur «droit à la ville» (Lefebvre 1968)?

Avec comme objectif principal d'envisager des pistes de réponses à ces questionnements, ce dossier propose de penser l'articulation entre espace public et marginalité en particulier sous l'angle des enjeux de compétition et de visibilité auxquels sont confrontées les villes actuelles, en Suisse comme ailleurs. L'espace a toujours été au cœur de la vie urbaine, notamment parce qu'il est intimement associé à l'image de la ville (Rosemberg 2000, Lindner 2008, Färber 2008). De par sa rareté, il devient un enjeu de compétition pour la possession du sol, mais également une dimension symbolique de contrôle du voisinage et de l'accès à l'espace public et finalement un élément de dominations politiques (Grafmeyer 1994, Knierbein 2010, Wildner 2003). Il l'est d'autant plus dans le contexte actuel de globalisation de l'économie qui place les grandes villes dans une situation de concurrence économique (Sassen 2002) et les amènent à développer des stratégies de «marketing urbain» (Rosemberg 2000, Mager & Matthey 2010, Zukin 2010). Cette évolution a une incidence importante sur la régulation de l'espace public, de plus en plus considéré comme espace privé, de consommations de biens, de services et d'expériences (Perraton & Bonenfant 2009) et qui a, dans cette perspective, d'autant plus besoin d'être sécurisé (Belina 2006, Langreiter et al. 2010). Cette évolution récente nous pousse à interroger les nouvelles manières et possibilités de vivre ensemble dans un espace et notamment sur la façon dont les villes gèrent la cohabitation avec les populations considérées comme marginales ou se sentant marginalisées. Par conséquent, il ne s'agit pas de distinguer les «bonnes» des «mauvaises» manières de partager l'espace public, mais bien d'alimenter une réflexion critique à partir d'une diversité d'analyses. Ces dernières abordent en particulier (mais pas exclusivement) trois axes thématiques:

— les positionnements, logiques et représentations de personnes concernées par la gestion et le partage de l'espace public;

- les formes d'appropriation de l'espace public, de sa régulation ou d'intervention dans celui-ci ainsi que les conséquences de ces actions pour les différents individus concernés;
- et enfin, les modalités de prise en compte ou non dans le développement et l'aménagement des villes des différentes formes d'appropriation de l'espace public, notamment par des populations marginalisées, désignées comme marginales ou se définissant comme telles.

Positionnements, logiques et représentations des acteurs et actrices

Quelles figures cherchons-nous à décrire lorsque nous parlons des acteurs et actrices «concernées par le partage et la gestion de l'espace public»? Des élu-e-s politiques aux intervenant-e-s sociaux, des commerçant-e-s aux touristes, des personnes pratiquant la mendicité aux médias qui les décrivent, ces figures sont plurielles, changeantes et contrastées. Car les constructions sociales de la marginalité s'accompagnent souvent de généralisations, auxquelles participent les catégorisations scientifiques. Elles doivent donc être, d'une part, abordées d'un œil critique et d'autre part, comprises comme étant en constante évolution. Ainsi, Litscher et al. (2012) ont montré que si, dans les années 1990, c'étaient surtout «les alcooliques» ou «les toxicomanes» qui faisaient l'objet de mesures d'exclusion de l'espace urbain, les mesures d'éloignement touchent actuellement des hommes jeunes, formés et en bonne santé, perçus comme une menace pour la sécurité, notamment lorsqu'ils sont en groupe. Les contributions de ce dossier œuvrent précisément à révéler ces constructions sociales (et à donner la parole à celles et ceux qui y participent) dans le but d'en comprendre les logiques et positionnements en fonction de contextes spécifiques.

Plusieurs processus politiques et économiques auxquels sont soumises les villes ont également des effets sur la construction des identités. La ville peut ainsi être comprise comme un lieu d'intégration et de diversité (Wirth 1938, Jacobs 1992), ou comme un lieu d'éclatement (Graham & Marvin 2001), dans lequel la relation entre citoyenneté et nation s'effrite au profit d'une citoyenneté urbaine transnationale (Carrel 2007).

Dans ce contexte, l'espace public est-il vécu et perçu comme unique et uniforme? Existe-t-il des modes de vivre ensemble divers au sein même du centre-ville? Alors que les tenants d'une privatisation des espaces publics à des fins commerciales et récréatives «nettoient» les centres-villes en poussant les populations marginalisées dans leurs confins,

ces dernières se réapproprient-elles une nouvelle fonction dans d'autres lieux, à d'autres horaires? Ces questions thématisent la place des acteurs et actrices de la cohabitation dans l'espace public au quotidien tant dans ses représentations que dans sa construction concrète – en termes individuels et sociétaux. Les articles rassemblés dans ce dossier contribuent à l'analyse des discours, des actes et des représentations que génèrent les divers acteurs à partir de leur statut social, leur origine, leur genre, leur classe d'âge ou simplement leurs expériences du partage de l'espace public et comment ils l'expriment et le mettent en œuvre. En effet, si l'espace public est perçu comme fragmenté, généré et racialisé, ces déterminants restent contextuels, discutés, revendiqués ou ignorés et ces dynamiques révèlent la constitution quotidienne d'un espace public partagé. Pour reprendre les termes qu'utilisent Michel Parazzelli et Marie-Eve Carpentier dans ce dossier, il nous intéresse également de «bien discerner les représentations socio-spatiales des acteurs» pour pouvoir mieux comprendre les enjeux de cohabitation au sein de l'espace public.

Toutes les contributions appréhendent l'espace public comme un processus dynamique, sans cesse créé et recréé par les personnes qui l'imaginent, le pensent et le traversent. Elles orientent le regard sur ce qui constitue la marge, sur les processus de visibilisation et d'invisibilisation des personnes qui la constituent, tout comme sur les stratégies de contournement des régulations. Ce faisant, elles échappent aux dichotomies réductrices des agents présentés soit comme des «victimes» soit comme de «fins stratèges» (Bakewell 2010, Fresia 2007) en permettant une compréhension plus fine des réalités complexes. Les articles s'intéressent à l'agentivité des personnes en situation de marginalité, à leur créativité et citoyenneté, même si ces caractéristiques ne sont pas toujours prises en compte lors des réflexions diverses portant sur le partage de l'espace public. Loin d'être uniquement des objets des politiques publiques, ou des personnes en souffrance, il s'agit d'acteurs de la cohabitation dans l'espace public et des membres de la société urbaine, cultivant des savoirs et des représentations sociales essentiels à la compréhension de dynamiques tant locales, qu'universelles. Alors que les populations marginalisées sont décrites par certain-e-s politicien-ne-s, médias ou service sociaux, comme des personnes à aider et à réintégrer, l'analyse de leur positionnement permet de faire émerger des postures oscillant davantage entre une quête de reconnaissance et d'autonomie et les défis liés à des mode de vie qui peuvent être désignés comme «honteux». Par conséquent, il nous semble essentiel de considérer ces personnes et leurs réalités de manière dynamique, plurielle et attentive plutôt que de les enfermer dans une catégorisation englobante de la marge comme uniforme et définitive.

Cette dimension dynamique de la marginalité dans l'espace public se retrouve étudiée à partir de divers points de vue dans ce dossier. Quelques chercheurs et chercheuses y présentent la vision de figures professionnelles intervenant dans le quotidien de la gestion de l'espace public. C'est le cas notamment de Sue-Ann MacDonald qui, en s'intéressant à la Cour de Santé Mentale au Canada (*Mental Health Court*), propose un regard sur la formation de la norme par des professionnel-le-s de la santé et du droit. Traitant elle aussi de la perspective professionnelle, Virginie Milliot tisse une *policy ethnography* qui suit l'accompagnement par des travailleuses et travailleurs sociaux de la formalisation et légalisation d'un marché de rue jusque-là informel. Ces individus se retrouvent alors dans la posture de représentants des pouvoirs publics face à des usagères et usagers qui ne souhaitaient pas forcément une intervention étatique. Au contraire, cette posture professionnelle gagne d'autant d'importance lorsqu'existe le regret chez certaines personnes que l'Etat n'assume par son rôle dans la gestion de l'espace public. En évoquant des commerçant-e-s prêt-e-s à engager un service de surveillance pour se protéger de personnes jugées «marginales» se trouvant dans la rue Saint-Denis à Montréal, l'article de Parazzelli et Carpentier nous remémore la théorie de la «vitre brisée» (Kelling & Wilson 1982) qui établit une corrélation entre un certain laisser-faire des autorités dans l'espace public et le développement d'un sentiment d'insécurité chez les personnes qui le traversent, notamment en lien avec une population marginalisée. Or, lorsque les autorités publiques sont perçues comme désinvesties, les relations de pouvoir semblent s'établir autrement entre celles et ceux qui utilisent et traversent l'arène de l'espace public. Dans le prolongement de cette réflexion, Pedro José García Sánchez et Erwan Le Méner évoquent le manque d'investissement des pouvoirs publics et des ONG dans l'espace public pour révéler des formes de solidarité qui se créent à partir de ce champ laissé libre. Ils mettent en lumière une figure citoyenne qui procure un soutien ponctuel à des enfants des rue en leur offrant tour à tour le gîte, des repas ou encore une source de revenu temporaire. Il est intéressant de noter que les personnes décrites ne se placent pas dans une logique de sortie de la rue ou de réinsertion mais d'avantage d'intervention ponctuelle et ciblée œuvrant à un meilleur partage de l'espace public. Finalement, Hugues Morell Meliki – qui décrit le quotidien diurne et nocturne des vendeurs à la sauvette dans l'espace urbain de Yaoundé – s'intéresse directement à la parole et à la pratique de personnes en situation de marginalité. Il met en évidence leur capacité à se réapproprier une place au sein d'un espace public au sein duquel ils sont menacés de délit «d'encombrements humains», terme utilisé dans la législation de cette ville pour désigner une occupation jugée illégale du trottoir.

Les différent-e-s acteurs et actrices co-construisent la réalité quotidienne de la cohabitation au sein de l'espace public. Or, de par la nature urbaine des contacts, la dimension de l'espace et de la place de chacun-e – tant symbolique que sociale – en devient prépondérante. Meliki, précisément, montre l'intérêt d'ancrer la compréhension dans les pratiques et savoirs locaux en relevant la différenciation de l'occupation de l'espace en fonction des horaires diurnes et nocturnes et leurs logiques respectives. Par exemple, la «segmentation nocturne de l'espace central» entre les vendeurs selon des critères tribaux semble inopérante de jour.

En dehors de la place symbolique organisée en fonction de normes imposées ou revendiquées, il existe également une réelle problématique d'accès à l'espace physique qui, comme nous l'avons discuté plus haut, est restreint et convoité dans les centres-villes. Ce partage, très concret, passe par la constitution des groupes revendiquant le droit d'occuper un certain territoire et par conséquent la ville. Légitimé selon des critères d'ancienneté, d'appartenances nationales ou ethniques ou par un type de pratiques, l'accès au territoire se négocie au quotidien par les groupes en présence qui, bien que dynamiques et pluriels, se retrouvent parfois enfermés et limités par une attribution externe.

Or, les représentations de légitimité d'occupation de l'espace selon les groupes s'affrontent et se négocient de manière dynamique au gré du temps et des perspectives. Maurizio Bergamaschi évoque notamment cette problématique mais au sein d'un espace public intérieur: la bibliothèque. Si les discours des bibliothécaires reproduisent une volonté d'accueil universel, le quotidien les confronte à une utilisation intensive d'étudiant-e-s qui envahissent l'ensemble de l'espace, jusqu'à celui dédié à la petite enfance. Les étudiant-e-s «estiment avoir le droit de se servir des tables pour étudier en groupe», érigeant ainsi leur statut étudiantin comme prépondérant sur le reste des utilisateurs.

Comme l'expose Andreas Wimmer (2004) en termes de méthodologie de recherche, il est révélateur de suivre les groupes constitués sur le terrain en fonction de critères propres (tels que classes d'âge, sentiment d'appartenance, mais également inscription dans le quartier), d'avantage que de prédéterminer une catégorie de personnes (ici: marginalisées) que le quotidien révèle souvent inopérantes. Les unités sociales pertinentes ne sont souvent pas celles naturalisées par les outils statistiques ou démographiques issus de processus de gouvernementalité, mais surtout celles qui œuvrent à la signification quotidienne des interactions et représentations au sein de l'espace public.

Cet axe thématique permet donc de réfléchir aux dynamiques de pouvoir et d'alliances situées au cœur de l'espace public. Au-delà des définitions fonctionnelles de statuts assignés (pouvoirs publics, usagers et usagères, corps de police, personnes

pratiquant la mendicité, etc.), l'examen de ce qui se joue au sein de conditions particulières parle tant de processus de réappropriation que de discrimination en deçà d'une réglementation qui viserait à définir les relations au sein de l'espace public.

Formes d'appropriation et de régulations de l'espace public

Quelles sont les valeurs et idéaux sociaux qui se manifestent dans l'espace public à travers des formes d'appropriations, de gestion et d'intervention? Comment peut-on comprendre ces pratiques et quelles en sont les conséquences, sur quels acteurs? Ce type d'interrogation implique une attention particulière à la dimension normative des questions de cohabitation ou de développement urbain souhaitable; postures qui varient selon les perspectives et les acteurs.

Le rapport à l'inconnu, à l'inattendu ou à l'autre ainsi que les rapports structurels de pouvoir et de domination jouent un rôle déterminant dans la régulation des espaces publics. Il existe des conflits d'intérêts locaux et des processus de négociation à l'échelle du voisinage, mais on observe également des phénomènes d'envergure plus globale. On peut penser par exemple aux politiques d'aménagement liées à des initiatives privées ou publiques, aux activités de surveillance et de répression dans l'espace public, ou encore à la valorisation marchande d'espaces de plus en plus orientés vers la consommation. Ces aspects, dont certains ont été notoirement traités dans les travaux de Michel Foucault (2004a, 2004b), traversent les sociétés urbaines contemporaines et sont reliés à des phénomènes comme la peur, le contrôle et les techniques de gouvernement. Des formes globales de gestion de l'espace public comme la vidéosurveillance permanente (la *closed circuit television* ou CCTV) sont progressivement devenues des composantes importantes de la praxis et des politiques de l'espace pour instaurer un certain ordre dans l'espace urbain. Les lois autorisent des structures tant privées que publiques à recourir à cette forme de surveillance, implémentée au nom de la prévention d'éventuels délits ou en vue de bannir des comportements et des personnes susceptibles d'en déranger d'autres (voir p. ex. Litscher et al. 2012).

Ces normes se dressent ainsi contre des individus qui ne sont pas les bienvenus dans des espaces urbains de plus en plus orientés vers le commerce, parce qu'ils risquent de gêner ceux qui consomment et par conséquent de nuire au *ranking* en termes de marketing territorial de la ville. L'anthropologue culturelle Elisabeth Katschnig-Fasch écrivait à ce propos: «Les habitants et habitantes des espaces reconnus cherchent en principe à éviter la possibilité d'être affectés ou gênés par la pauvreté et les différences culturelles» (1995: 28). Des hypothèses similaires sont défendues

dans les critiques de la gentrification (Zukin 1998: 27-40) portant sur les politiques de valorisation gastronomique, où l'on cherche à attirer exclusivement les personnes capables de et disposées à consommer. A travers les prix appliqués dans la gastronomie, ou encore à travers les assortiments de produits vendus en magasin, s'instaure un contrôle par la consommation qui produit des distinctions et des ségrégations. Les espaces urbains sont ainsi labellisés en fonction des styles de vie qu'ils promeuvent et les valeurs culturelles de la ville sont mises en scène, visuellement apprêtées et couplées à des intérêts économiques. Ce type de valorisation et de mise en scène se combinent souvent à des investissements financiers, des prestations de service et des logiques de consommation (Zukin 1998.) La définition de soi, la stylisation et la distinction (Bourdieu 1991) sont possibles et saisissables dans l'espace. Par conséquent, les pratiques de consommation qui ont lieu dans ces espaces publics définissent les rapports sociaux.

On peut toutefois douter tant de la possibilité d'une participation sociale dans de tels espaces commerciaux que d'un fondement économique, moral et catégorique à l'exclusion de ces lieux. C'est dans ce contexte que les «bonnes mœurs» sont au service d'intérêts économiques, lorsque:

«Un individu commet des dégradations sur un bien mobilier, gêne la consommation d'autrui par son apparence ou son comportement, ne consomme rien dans un lieu dédié à la consommation, ou encore lorsqu'une scène de la drogue met en péril la valeur immobilière d'un espace. Comme l'indiquent ces exemples, l'exclusion économique est souvent légitimée moralement. En associant profit, ordre et propreté, on associe aussi la morale à l'économie²» (Wehrheim 2006: 209).

Ainsi, la primauté est accordée à des normes exclusives, alors qu'on pourrait supposer que les lieux publics existent dans l'intérêt public ou même qu'ils devraient servir d'espaces de socialisation démocratique orientés vers une société de libertés publiques. Se pose la question du risque lié à la fabrication d'un espace urbain sélectif, laissant dans l'ombre les citoyens qui ne peuvent ou ne veulent pas s'identifier à cette image de leur ville (Mager & Matthey, 2010). Comme le souligne Julien Damon, ce contexte pose de nouveaux défis pour les villes:

«C'est le lot de toutes les villes devenues acteurs majeurs de l'action publique que d'arriver à gérer une double contrainte: la logique de compétition économique et le nécessaire concours au maintien de la cohésion sociale. Il s'agit d'un côté d'attirer le maximum d'activités, de fonds et

d'emploi, de l'autre de gérer politiquement et socialement les difficultés croissantes des habitants mais aussi de certains citoyens qui n'habitent plus nulle part, en tout cas administrativement» (1998: 111-112).

Dans ce contexte, qui sont les individus qui dérangent, qu'on éloigne du centre et de la vue? A l'inverse, quelles sont les formes de diversité et de mixité qui se voient valorisées?

On constate que les efforts de mise en valeur de ces espaces se traduisent, en termes de gouvernementalité et de techniques de gouvernement, par des manières différentes de gérer la différence et la diversité. Au-delà du design omniprésent, de l'espace ordonné et purgé, les modèles du marketing urbain se fondent de plus en plus sur des conceptions de la diversité et de l'intégration qui privilégient la rentabilité. On peut comprendre ces modèles comme des actualisations de la «*creative city*» (Florida 2002), qui promettent à ceux et celles qui sont prêt-e-s à s'engager et à mettre à disposition leurs ressources un avenir fructueux dans la ville entrepreneuriale, laissant dans l'ombre les inégalités structurelles et des préjugés qui peuvent en découler. Dans la perspective de l'Etat social actif, on peut comprendre «la différence [...] comme normalité dans une société urbaine différenciée» (Rodatz 2012: 87). Dans ce sens, la ville est célébrée comme un lieu de chances à saisir et la diversité comme une possibilité de gains.

Ainsi, d'un côté l'éventail des formes de normalité devient de plus en plus homogène, plus strictement contrôlé et moralement sanctionné par des politiques d'aménagement et de régulation de l'espace public. Mais en parallèle, la logique de valorisation des ressources individuelles peut également conduire à une valorisation de la diversité en termes d'origine et d'appartenance ethnique (Pütz & Rodatz 2013, Rodatz 2012). Par exemple, plutôt que de considérer des commerces tenus par des personnes migrantes comme problématiques, ceux-ci font l'objet d'une valorisation à travers une labellisation de type «*ethnic business*». La diversité devient ainsi positive et gouvernable, car elle rentre dans l'ordre et va même jusqu'à contribuer au potentiel d'attractivité du quartier ou de l'expérience urbaine. Dans cette perspective, la différence est associée aux ressources du soi entrepreneurial (Bröckling 2007: 285). Cependant, il importe de noter que cette diversité s'accompagne toujours d'une politique de l'image et par conséquent fonctionne, en tant que technique de gouvernement, comme une forme de «*urban imagineering*» (Färber 2008). Ce rapport à autrui et à la personne étrangère va de pair avec le rapport de contrôle et de discipline consubstantiel aux politiques d'aménagement et de régulation du territoire.

² Traduit de l'allemand par la rédaction.

On observe également dans le contexte suisse des changements quant à l'appréhension et l'application des droits fondamentaux et des libertés publiques en lien avec les normes disciplinaires et de contrôle. Ces changements sont observables tant à travers les normes légales, notamment les lois sur la police et des articles directeurs que le peuple a plébiscités lors de votations, que dans les discours sociaux informels ou les discours politiques à propos de comportements jugés en décalage avec une norme idéalisée, ou encore à travers l'expression de susceptibilités envers des éléments dérangeants ou inattendus. A ces mesures de contrôle, s'ajoute un ensemble d'architectures défensives, d'obstacles et de panneaux d'interdiction ainsi que la mobilisation de patrouilles d'intervention spécialisées en matière de médiation et portées sur la communication (par exemple les services SIP, «sécurité-intégration-prévention»).

Ces nouvelles formes de régulation et d'aménagement des espaces urbains montrent que les citoyen-ne-s souhaitables, c'est-à-dire ceux qui sont considérés comme suffisamment «adaptés» et «disciplinés», résident dans des lieux soigneusement équipés, créant une ambiance urbaine qui tranche clairement avec l'architecture défensive décrite plus haut (Litscher 2014). L'espace urbain est donc fortement fragmenté, régulé et inégalement valorisé.

Ici, les contributions de Madlen Kobi, de Christian Reutlinger et Christina Vellacott montrent en particulier comment ces logiques sont à l'œuvre dans différents contextes sociaux. Kobi s'attèle à la thématique de la gentrification en Chine comme un phénomène de gouvernance et d'embourgeoisement globalement négocié. La mise en valeur des espaces se déroule sur tous les plans. Elle montre dans son cas d'étude de Kachgar que, chez les acteurs concernés, il s'agit d'une imbrication complexe, perçue de façons diverses et dont la compréhension requiert une perspective intersectionnelle. Tant les représentations ethniques que la stratification sociale de cette structure spatiale en pleine mutation deviennent ainsi tangibles. Reutlinger et Vellacott se penchent quant à eux sur la question de la normalisation et de la disciplinarisation à travers un exercice de pensée ludique dans lequel ils confrontent des données empiriques constituées de campagnes d'affichage public, contemporaines et passées, sur le thème de la disciplinarisation dans le contexte suisse. Ils mettent ainsi en évidence que les représentations normatives des espaces publics sont constamment en renégociation, en particulier concernant la normalité et la marginalité des jeunes. Ils mettent en lumière la façon dont les discours sociopolitiques actuels sont traversés par ces enjeux et montrent l'importance croissante de l'implication démocratique de professionnels.

Modalités de prise en compte des différentes formes d'appropriation de l'espace public

Ces différentes manières d'aménager et de réguler l'espace public contribuent à construire la légitimité de certaines formes d'appropriation de ces espaces, alors que d'autres font l'objet de manifestations de non-reconnaissance allant de l'ignorance au mépris, en passant par leur exclusion ou leur répression. Des auteurs comme Saskia Sassen (2002) ou Michael Dear et Steven Flusty (2001) soulignent que l'économie globalisée et les nouvelles technologies de communication n'ont pas réduit les inégalités sociales et spatiales dans les villes. Au contraire, l'urbanisme postmoderne présenté par Dear et Flusty (2001) rend compte d'un paysage socio-politique géographiquement éclaté, où un pouvoir diffus, globalisé et reposant essentiellement sur les technologies avancées favoriserait un climat de consommation et d'individualisation, menant à la polarisation croissante des populations. Jean-Pierre Garnier (2010) soutient pour sa part que le processus de marchandisation aurait converti l'espace public en espace privé à l'égard des individus qui ne peuvent consommer. Selon cet auteur, les logiques de «revitalisation» et de «réhabilitation» «visent surtout à dissimuler une logique de classe: réserver les espaces «requalifiés» à des gens de qualité. [...] Le quartier va donc mieux, mais pas pour les mêmes personnes» (Garnier 2010: 18-19).

Jean-Philippe Leresche (1998: 103) montre que la Suisse n'échappe pas à ces processus de fragmentation des territoires participant à la métropolisation et à la globalisation. Ces phénomènes favoriseraient la concurrence entre les villes pour attirer usagers et usagères, ainsi que les activités les plus rentables, de même que la création de nouveaux espaces de flux ayant pour conséquence une fragilisation des ménages face au risque de pauvreté et une augmentation des phénomènes d'exclusion et d'isolement des individus. Dans le même sens, Blaise Galland (1996) montre que la globalisation de l'information, notamment par le biais du cyberspace, a pour double effet ce qu'il nomme la «glocalisation»: d'une part, les villes se déchargent de leurs fonctions de production, d'échange et de traitement d'informations, mais d'autre part, de nouvelles formes d'organisations se créent et renforcent les réseaux sociaux locaux. Toutefois, paradoxalement, ces dynamiques locales peuvent aussi accentuer les inégalités d'accès aux informations.

Mettant davantage l'accent sur le développement économique et touristique autour d'un imaginaire festif et spectaculaire – mais également sécuritaire – propre à Montréal, Anouk Bélanger remarque que les transformations de l'es-

pace urbain se font davantage dans le sens d'une homogénéisation que dans celui de la reconnaissance de la diversité urbaine contemporaine:

«Pendant que de nouveaux districts commerciaux émergent de la spectacularisation de l'espace et semblent générer de nouveaux espaces pour le public, on se rend compte que ces espaces, loin d'être publics, au sens traditionnel du terme, sont en fait soigneusement planifiés et constituent des environnements homogènes spécifiquement orchestrés pour entretenir le spectacle de la mercantilisation et l'exacerbation de la consommation devenue spectaculaire. En d'autres termes, alors que ces nouveaux espaces se présentent comme des environnements sécuritaires et invitants, le prix à payer est une certaine répression ou une homogénéité des diversités sociales, économiques et culturelles» (2005: 25).

Ainsi, certaines formes d'appropriation et d'occupation de l'espace public semblent être valorisées, alors que d'autres paraissent poser problème (Staheli & Mitchell 2008). Les enjeux de la mise en valeur de ces espaces, tels qu'ils ont été discutés plus haut, sont toujours aussi à l'œuvre. Par exemple, plusieurs recherches montrent que l'appropriation de l'espace public par les personnes sans-abri est perçue comme un obstacle au développement des centres-villes (Mitchell 1997, Parazzelli 2004). Des travaux en révèlent un recours accru à des dispositifs sociospatiaux et à des pratiques de judiciarisation pour évacuer, expulser ou disperser ces populations, que ce soit en Amérique du Nord (Mitchell 1997, Colombo & Parazzelli 2002, Blomley 2012, Sylvestre et al. 2015), en Europe (Gardella & Le Méner 2005, Doherty et al. 2008) ou en Amérique latine (Pedrazzini 2005). S'il serait réducteur de n'y voir que des mécanismes «punitifs» à l'égard de ces populations (Deverteuil et al. 2009), ces mesures ont toutefois des effets réels sur les populations visées.

Plusieurs articles de ce dossier confirment cette tendance en mettant en évidence le fait que face à l'occupation de l'espace public par des populations marginales ou marginalisées, sans-abri, mais également biffins, vendeurs et vendeuses à la sauvette, enfants des rues ou personnes présentant des troubles de santé mentale, la réponse et surtout et avant tout sécuritaire, quel que soit le pays ou la population concernée. Les enquêtes de Meliki et Milliot constatent une augmentation des effectifs de police, ainsi qu'un recours à la judiciarisation (amendes, transformation d'activités en délits) utilisé pour réguler la présence de populations indésirables dans les rues de Yaoundé comme de Paris. Milliot et Kobi analysent les aménagements urbains réalisés respectivement à Paris et Kachgar permettant d'éviter l'installation des populations indésirables.

Enfin, aussi bien à Ouagadougou et Yaoundé qu'à Paris, les auteur-e-s constatent des descentes de police musclées (García Sánchez et Le Méner, Meliki, Milliot). Ce contrôle de la présence de populations indésirables dans l'espace public peut également prendre des formes plus subtiles, comme le montre Mac Donald, qui met en lumière comment, sous couvert d'une prise en charge bienveillante de la «folie», les tribunaux en santé mentale de Montréal peuvent contribuer à construire une figure de la déviance illégitime dans l'espace public.

Les articles soulignent aussi le peu d'effets qu'ont ces mesures sécuritaires ou répressives sur la présence de ces populations dans l'espace public: il s'agit souvent d'individus non solvables et dont la survie dépend, notamment, des activités qu'ils développent dans l'espace public. Beaucoup de contributions documentent le fait que, face à la répression et au contrôle, les personnes développent des ruses pour éviter les contrôles policiers, disparaissent momentanément puis reviennent ou s'installent ailleurs ou à d'autres moments. Meliki a pu observer, par exemple, comment les vendeurs à la sauvette ont su trouver une fonction sécuritaire à leur présence nocturne dans les rues de Yaoundé en échange de la tolérance de leur présence par le contrôle policier. García Sánchez et Le Méner montrent bien le jeu de cache-cache qui se joue à Ouagadougou entre les enfants des rues et la police et Milliot décrit les stratégies développées par les biffins de Paris pour pouvoir ramasser rapidement leurs articles lors de passages de la police. L'effet limité des mesures sécuritaires ou répressives peut s'expliquer par le fait qu'elles visent davantage à invisibiliser la présence de ces populations dans l'espace public qu'à s'adresser aux causes de leur présence.

Si elles n'ont pas pour effet de faire disparaître les activités indésirables de l'espace public, ces analyses montrent qu'elles ont néanmoins des effets de précarisation des pratiques et de fragilisation des identités. C'est ce que montrent, dans des contextes urbains très divers, les analyses de García Sánchez et Le Méner, de Milliot et de Meliki. Annamaria Colombo (2015) a par ailleurs montré que les mesures de judiciarisation et de répression des jeunes de la rue peuvent fragiliser leur processus de sortie de la rue. Ainsi, les mesures actuellement privilégiées pour réguler la présence de populations marginalisées dans l'espace public ne contribuent-elles pas davantage à enfermer ces populations dans la marge, plutôt que de les aider à en sortir?

Si elle est prédominante, l'attitude sécuritaire n'exclut pas pour autant d'autres formes de prise en compte ou de prise en charge de formes alternatives, marginales ou dérangeantes d'occupation de l'espace public (voir aussi Deverteuil et al. 2009). García Sánchez et Le Méner montrent bien comment des formes de bienveillance informelle peuvent contribuer

à créer des ponts entre des enfants des rues à Ouagadougou, en vivant «en marge» et des activités et personnes plus proches «du centre». Les observations de Bergamaschi dans une bibliothèque publique italienne montrent également tous les liens qui peuvent se tisser entre les différents occupants de ce lieu, apportant plus ou moins de reconnaissance aux personnes plus marginales qui viennent y trouver refuge.

Or, il s'agit là de pratiques informelles et aléatoires qui reposent sur des individus dont les motivations peuvent être variées et plus ou moins dans l'intérêt des personnes visées. Qu'en est-il des réponses institutionnelles, alternatives à la répression? Quelles formes prennent-elles et comment envisagent-elles différents types d'occupation de l'espace public? Quelles sont leurs représentations de la cohabitation avec des populations dont la présence dans l'espace public dérange? Comme le montre Mac Donald avec son analyse des Tribunaux en santé mentale de Montréal, les réponses se voulant être des alternatives à des mesures répressives s'avèrent parfois être des formes de contrôle permettant davantage l'imposition d'un ordre que la reconnaissance de modes de vie alternatifs ou de trajectoires fragilisées. L'analyse de campagnes suisses, actuelles et passées, qui s'adressent à la jeunesse proposée par Reutlinger et Vellacott montre que des postures institutionnelles qui se veulent bienveillantes peuvent s'avérer empruntées d'une moralité qui impose elle aussi, bien que d'une autre manière, la conformité à une manière de vivre et de prendre sa place en société définie comme la seule possible ou acceptable. D'autres contributions montrent que même lorsqu'ils sont bienveillants, les acteurs et actrices du travail social peinent parfois à considérer les populations marginales comme de possibles partenaires (Milliot) et adoptent souvent une attitude «humanitaire» ou «salutaire» à leur égard (Parazelli). L'exemple des relations entre professionnel-le-s du travail social et biffins de Paris (Milliot) est à ce titre parlant. Il montre bien la tension entre le «fantasme de l'insertion» de la part des intervenant-e-s de services sociaux et la résistance de biffins qui considèrent leur activité comme une forme d'insertion, valorisant la débrouille et l'autonomie. Parazelli et Carpentier ont néanmoins identifié dans les médias des représentations plus «démocratiques» de la cohabitation avec les populations marginalisées à Montréal, qui reconnaît la légitimité des revendications de leurs droits par les populations marginalisées.

Faire la ville: un processus dynamique et pluriel

Les huit contributions de ce dossier proposent, à partir de contextes et d'approches variés, des analyses des modalités de régulation de l'espace public adoptées par les différentes villes

qui sont influencées et influencent les représentations de l'autre et de la marginalité, ainsi que celles de l'espace public et de son potentiel de négociation des modalités du vivre ensemble.

Les articles abordent une diversité de processus spatiaux humains et, selon la focale, mettent au premier plan les dimensions vécues, perçues, construites ou structurelles. Les divers cas étudiés donnent à voir tantôt des dynamiques locales et spécifiques en contexte, tantôt des imbrications multiples des espaces urbains contemporains. Des biens, des personnes et des savoirs circulent, à travers le temps et à travers l'espace, affectant ainsi la construction des espaces publics et les représentations normatives concomitantes. Parallèlement, les rapports de pouvoir et de domination sont perpétuellement réactualisés.

La constitution de ce dossier et nos réflexions mises en commun renforcent notre compréhension d'un espace urbain perçu comme un espace des possibles où intégration, négociation et diversité se côtoient. Les analyses rassemblées dans ce dossier nous semblent parler en faveur d'une meilleure connaissance et reconnaissance de la diversité des formes d'appropriation de l'espace public. Elles offrent l'occasion de rappeler l'importance de se donner les moyens de préserver les droits et libertés fondamentaux de l'ensemble des occupant-e-s des villes dans la régulation des espaces publics. Le défi est alors de reconnaître les processus d'intégration sociale pluriels, sans pour autant verser dans l'indifférence face aux souffrances et aux risques d'enfermement dans la marge qui s'y jouent. Reste à (ré)inventer les modalités d'un dialogue démocratique entre ces différentes manières de «faire» la ville!

La liste de références se trouve à la suite de la version allemande de ce texte, à la page 22.

ÖFFENTLICHE RÄUME, ZUSAMMENLEBEN UND MARGINALISIERUNG: WELCHE WIRKLICHKEITEN UND WELCHE HERAUSFORDERUNGEN PRÄGEN DIE STÄDTE DER GEGENWART?

Einführung ins Themenheft

Texte: *Annamaria Colombo, Giada de Coulon, Monika Litscher*

Videüberwachung, Ausgangssperre, Stadtplanung zugunsten der Mobilität, Aufwertung der Innenstädte, verstärkte Polizeipräsenz, Gesetze gegen das Betteln, Wegweisungsmassnahmen... In der Mehrzahl der Städte weltweit, auch in der Schweiz, findet eine Erhöhung der Regulierungsdichte und der Überwachung der öffentlichen Räume (Strassen, Parks, Plätze etc.) und der «quasi-öffentlichen» Räume (Einkaufszentren, Campus, Sportplätze etc.) statt. Sie manifestieren sich etwa als Grenzkontrollen und Disziplinierungsmassnahmen (polizeiliche Überwachung, Security etc.), als Stimulierung der Mobilität mittels städtebaulicher Massnahmen, Sensibilisierungs- und Informationskampagnen (z.B. www.igsu.ch) sowie als gesetzliche Dispositive (Doherty et al. 2008). Begleitet wird dieser Wandel oft von Bemühungen im Standortmarketing und vom Streben an die Spitze des Rankings der «Städte mit der besten Lebensqualität weltweit» (z.B. Mercer Global Consultancy) zu gelangen. Im öffentlichen Raum konkretisiert sich dies in einer Zunahme von Inszenierungen, Events, Erlebnismöglichkeiten und einer Stadtgestaltung, die erwünschte Menschen willkommen heissen.

Diese Entwicklungen führen zu verschiedenen Fragen: Wer handelt heute in welcher Weise den Zugang zu öffentlichen Räumen aus? Wer ist inwiefern zur Produktion von Stadtraum befugt und wer beteiligt sich tatsächlich daran? Wer kann sich im Macht- und Herrschaftsraum der Stadt bewegen und zu welchen Bedingungen? Wer wird inwiefern ein- und ausgeschlossen und welche Folgen haben solche Prozesse für unsere städtische Gesellschaft, für einzelne Gruppen und Individuen? Wie sind städtisches Zusammenleben in demokratischer Weise und eine gemeinsame, egalitäre Nutzung öffentlicher Räume möglich?

Dieses Dossier will diese Fragen innovativ und interdisziplinär angehen. Das Ziel besteht darin, diese Fragestellungen anders als bisher anzugehen: Einerseits indem bis anhin isolierte Forschungsfelder miteinander verbunden werden und andererseits sollen unterschiedliche Disziplinen und Perspektiven in einen Dialog treten. Die acht Artikel dieses Themenheftes gehen auf originelle Weise und aus unterschiedli-

chen Blickwinkeln auf die Herausforderungen des städtischen Raums, auf das Zusammenleben mit marginalisierten Bevölkerungsteilen und auf den Standortwettbewerb der Städte ein. Sie bieten darüber hinaus eine Rundschau ausgewählter Fälle in diversen stadträumlichen Settings in Mitteleuropa, China, Westafrika und Kanada, verwenden unterschiedliche methodische Werkzeuge und beleuchten aus verschiedenen Perspektiven jeweils ausgewählte themenspezifische Fragen. Diese Einleitung bietet erste theoretische und programmatische Anhaltspunkte für die versammelten Artikel.

Einführend wird ein Überblick auf zwei Ebenen geboten: In einem Rückblick sollen die Ergebnisse unserer eigenen Forschungen punktuell aufgenommen werden, die uns als Editorinnen zur Wahl des Themas dieses Dossiers bewegten. In Form eines Ausblicks diskutieren wir dann drei sich überschneidende Ebenen, die wir aus den Artikeln herausgearbeitet haben und die theoretischen und empirischen Fragen, die sich aus ihnen ergeben.

Denkanstoss zu Öffentlichem Raum, Marginalisierung und Stadtmarketing

In den verschiedenen Forschungen, die wir in letzten Jahren in Schweizer Städten durchführten, drängten sich Fragen rund um Zugänglichkeit und Regulierung des öffentlichen Raums auf. Zwar unterscheiden sich sowohl die untersuchten Felder und Gegebenheiten als auch die Forschungsansätze; jedoch tritt in allen diesen Untersuchungen die Frage nach dem Anspruch auf und den Platz im öffentlichen Raum auf, der den selbst- oder fremdbezeichneten so genannten Randgruppen «überlassen» oder «gegeben» wird und/oder den sie sich «genommen» haben. Dazu gehören auch die erwünschten oder bisweilen bekämpften Implementierungen von konkreten Regeln und Regulativen des Zusammenlebens. So zeigt etwa die Analyse der Auseinandersetzungen um ein Gesetz gegen Betteln in Genf, durchgeführt von Annamaria Colombo, Caroline Reynaud und Giada de Coulon (De Coulon et al. 2015), wie gesetzliche Massnahmen politisch und sozial als taugliche Mittel zur Regulierung des Zusammenlebens im öffentlichen Raum legitimiert werden. Monika Litscher, Peter Mösch, Marco Schmutz und Beat Grossrieder (2012) wiederum zeigten dass die Wegweisungsmassnahmen, die in praktisch allen Schweizer Kantonen und Städten eingeführt wurden, es erlauben Kontrolle über die als unerwünscht betrachteten Bevölkerungsgruppen auszuüben und ihnen den Zugang zu öffentlichen oder halböffentlichen zu verunmöglichen. Eine ähnliche Tendenz wie bei der Kontrolle unerwünschter Bevölkerungsgruppen zeigt sich beim Einsatz von Risikomanagement bei

der Begleitung drogenabhängiger Eltern (Colombo 2016). Diese Ausschluss- und Einschlussprozesse werden zwar oft als Folge von Devianz betrachtet, doch zeigen unsere Studien, dass sie auch als Indikatoren für die Reaktion unserer Gesellschaft auf die als störend, unangenehm oder schlicht anders wahrgenommene Nutzung des öffentlichen Raums verstanden werden können. Diese andere Nutzung ist denn folglich auch Auslöserin von Missbilligung, von Exklusion oder Repression (Litscher et al. 2012: 140-145).

Diese Massnahmen punitiver Natur berücksichtigen den Sinn, den die Akteurinnen und Akteure ihren Praktiken verleihen jedoch kaum. Wenn man ihnen das Wort gibt, betonen sie die Wirkmächtigkeit und die Dynamik der (Nicht-)Anerkennung, die den als strafwürdig oder gar kriminell erachteten Praktiken zugrunde liegt. Dies zeigt sich in der Forschung von de Coulon (2015) zu jungen Männern, die in Genf Kokain auf der Gasse verkaufen. Diese Tätigkeit findet im von den Akteuren bevorzugten öffentlichen Raum statt. Dort beteiligen sie sich an seiner Sicherheit und vernetzen sich mit Personen, die ihn bewohnen und durchqueren. Die jungen Männer arbeiten somit auch an der Regulierung dieses Raumes. Die Analyse der Handlungen und Aussagen dieser Menschen ermöglicht es, ihre Rolle als Akteure in den von ihnen angeeigneten öffentlichen Räumen zu untersuchen. Dabei zeigen sich ihre Bemühungen um gesellschaftliche Teilhabe, die in ihrer praktischen Umsetzung etwa in der Form von Betteln, Obdachlosigkeit oder Drogenhandel oft als randständig betrachtet werden (Colombo et al. 2016, Litscher et al. 2012, Colombo 2016). Die Resultate der eigenen Forschungen lassen einerseits die festgelegten und verallgemeinernden Auffassungen öffentlicher Räume als «für alle zugänglich» und ihre Verwendung hinterfragen. Andererseits machen sie deutlich, dass der Zugang zu öffentlichen Räumen nicht allen in egalitärer Weise gewährleistet wird.

Diese Forschungsergebnisse korrespondieren mit Studien zu anderen stadträumlichen Gegebenheiten und geographischen Kontexten. Diese analysieren seit einigen Jahren, wie Städte mit der wachsenden Heterogenität der Profile, den Ansprüchen und Lebensweisen ihrer Bewohnenden zurechtkommen. Damit verbundene Fragen tauchen zwar immer wieder auch auf der politischen Agenda von Schweizer Städten auf, jedoch sind wissenschaftliche Arbeiten mit einem Fokus auf öffentliche Räume, städtischem Zusammenleben und Marginalisierung hierzulande doch eher selten (Deverteuil et al. 2009).

Die hier versammelten Beiträge legen nahe, dass die in anderen sozialen und geographischen Lagen festgestellten Problematiken in ähnlicher Form auch in der Schweiz zu

finden sind. Dennoch ist es wichtig, die jeweiligen lokalen, habituellen Besonderheiten zu berücksichtigen. Unser Ziel besteht darin, einen offenen Blick auf die Debatten zu diesen urbanen Herausforderungen zu werfen: Lassen sich gleichartige Herausforderungen in unterschiedlichen Städten und Regionen der Welt beobachten? Stellen sich Fragen zum urbanen Zusammenleben je nach betroffener Bevölkerungs- oder Akteursgruppen jeweils anders? Stellt die Schweizer Situation einen Sonderfall dar oder ist sie – trotz allen Besonderheiten – vergleichbar mit derjenigen anderer Länder? Wie lassen sich aus den Analysen gangbare Wege zum sozialen Zusammenleben ableiten, insbesondere im öffentlichen Raum? Wie lässt sich die demokratische Teilhabe am Stadtraum sicherstellen oder wie können unterschiedliche Akteurinnen und Akteure mit vielfältigen Profilen, im Sinne eines zivilgesellschaftlichen Anliegens und unter Garantie von Freiheits- und Grundrechten ihr «Recht auf Stadt» wahrnehmen (Lefebvre 1968)?

In diesem Dossier liegt das Schwergewicht besonders auf der gegenseitigen Überlagerung von öffentlichen Räumen und Konstruktionen der Marginalisierung zusammen mit Aspekten des Wettbewerbs und der Sichtbarkeit. Die Verflechtungen dieser Phänomene zeigen sich in den Städten der Gegenwart, in der Schweiz wie auch anderswo. Der physische Raum ist seit jeher Verhandlungsort des urbanen Lebens, insbesondere weil er auch eng mit dem Image der Stadt verbunden ist (Rosemberg 2000, Lindner 2008, Färber 2008). Aufgrund seiner Knappheit wird er nun vielerorts zusehends Gegenstand des Wettbewerbs um Bodenbesitz, erhält aber auch symbolischen Wert etwa im Kontext der Nachbarschafts- und Zugangskontrolle und somit auch im Bereich der politischen Herrschaft (Grafmeyer 1994, Knierbein 2010, Wildner 2003). Diese Phänomene verstärken sich im Zuge der Globalisierung der Wirtschaft, in der sich vor allem die grossen Städte in ökonomischer Konkurrenz zueinander positionieren (Sassen 2002) und sie zu Vermarktungsstrategien zwingt (Rosemberg 2000, Mager & Matthey 2010, Zukin 2010). Verschiedene Forschungen zeigen, wie diese Entwicklungen einen zusehend bestimmenden Einfluss auf die Regulierung des öffentlichen Raums nimmt. Dieser wird immer mehr als ein privater Raum verstanden, der prioritär dem Konsum, den Dienstleistungen und dem Erlebnis dient (Perraton & Bonenfant 2009) und vermehrt gesichert werden muss (Belina 2006, Langreiter et al. 2010). Diese aktuelle Entwicklung wirft Fragen nach neuen Möglichkeiten des Zusammenlebens mit den als marginal Betrachteten oder sich so empfindenden Menschen auf. Dabei gilt es zu betonen, dass dieses Dossier nicht nach «guten» oder «schlechten» Arten bewertend, den öffentlichen Raum zu teilen sucht. Vielmehr versucht es mittels vielfältiger Analysen zu kritischen Reflexionen beizutragen. Die

Beiträge gruppieren sich insbesondere (aber nicht ausschliesslich) entlang der drei im *Call for Papers* vorgestellten Themenbereiche, die wir in dieser Einführung im Folgenden darlegen:

- Die Positionierungen, Logiken und Repräsentationen von betroffenen Akteurinnen und Akteuren durch das Management und das Teilen des öffentlichen Raums.
- Die Aneignungsformen des öffentlichen Raums, seine Regulierung oder die Eingriffe in diesem Bereich sowie die Konsequenzen dieser Handlungen für die verschiedenen betroffenen Akteurinnen und Akteure.
- Die Formen der Berücksichtigung oder der Nicht-Berücksichtigung der verschiedenen Formen der Aneignung des öffentlichen Raums insbesondere durch fremd- oder selbstdefinierte Randgruppen im Zuge der Entwicklung und der Gestaltung der Städte.

Positionierungen, Logiken und Repräsentationen der Akteurinnen und Akteure

Welche Figuren wollen wir beschreiben, wenn wir von Akteurinnen und Akteuren sprechen, die von «Teilung und Management des öffentlichen Raums betroffen» sind? Politikerinnen und Sozialarbeitende, Geschäftsleute und Touristinnen, Bettelnde und Medienleute weisen auf diese Figuren, die vielförmig, wechselhaft und kontrastreich sind. Die sozialen Konstruktionen von Randständigkeit sind oft von Verallgemeinerungen begleitet, an welchen auch die wissenschaftlichen Kategorisierungen beteiligt sind. Diese Konstruktionen verlangen somit einerseits nach einer kritischen Betrachtung und müssen andererseits als im ständigen Wandel befindlich begriffen werden. So konnten Litscher et al. (2012) zeigen, dass in den 1990er Jahren vor allem «die Alkoholiker» oder «die Drogenabhängigen» von Exklusionsmassnahmen im urbanen Raum betroffen waren, heute sollen hingegen auch gut ausgebildete und gesunde junge Männer als vermeintliches Sicherheitsrisiko vom städtischen Raum ferngehalten werden, insbesondere wenn sie in Gruppen auftreten. Die Beiträge in diesem Dossier versuchen diesen Menschen näher zu kommen und sie auch selbst sprechen zu lassen, um ihre Logiken und Positionierungen unter Berücksichtigung ihrer spezifischen Kontexte zu verstehen.

Verschiedene politische und ökonomische Prozesse, welche die Städte durchlaufen, zeitigen auch Folgen auf die Identitätskonstruktionen. Die Stadt kann dabei sowohl als Ort der Inte-

gration und der Vielfalt (Wirth 1938, Jacobs 1992) als auch der Zersplitterung (Graham & Marvin 2001) verstanden werden. Mehrere Arbeiten offenbaren darüber hinaus ein Wegbröckeln der Beziehung zwischen Staatsbürgerschaft und Nation zugunsten einer transnationalen urbanen Bürgerschaft (Carrel 2007).

Wird dabei der öffentliche Raum als öffentlich begriffen, wird er einheitlich und uniform erlebt? Gibt es unterschiedliche Arten des Zusammenlebens auch innerhalb des Stadtzentrums? Wenn die Promotorinnen und Promotoren der Privatisierung der öffentlichen Räume für Kommerz- und Unterhaltungszwecke die Innenstädte aufbereiten und «reinigen», indem sie so genannt marginalisierte Bevölkerungsgruppen an die Peripherie verdrängen, welches ist die neue Funktion und Bedeutung dieser Gruppen an anderen Orten und zu anderen Zeiten? Diese Fragen thematisieren den Platz der Akteurinnen und Akteure in der Stadt und das alltägliche Zusammenleben im öffentlichen Raum sowohl in seinen Repräsentationen als auch in seiner Konstruktion – sei dies in individueller oder gesellschaftlicher Hinsicht. Die Artikel dieses Dossiers liefern Beiträge zur Analyse von Diskursen, Handlungen und Repräsentationen. Sie gehen von verschiedenen Akteurinnen und Akteuren, ihrem sozialen Status, ihrer Herkunft, ihrem Geschlecht, ihrer Altersklasse aus oder nehmen ihre Erfahrung der Teilhabe an öffentlichen Räumen und wie sie dies ausdrücken und umsetzen zum Bezugspunkt. Wenn öffentlicher Raum als fragmentiert, geschlechtsspezifisch aufgeteilt und rassistisch durchdrungen wahrgenommen wird, so bleiben diese Faktoren kontextuell und umstritten. Ihre Beanspruchung oder Ignoranz sowie die jeweilige Ausprägung dieser Dynamiken offenbaren die alltägliche Herstellung eines geteilten öffentlichen Raums. Um einen Begriff von Michel Parazzelli und Marie-Eve Carpentier in diesem Dossier aufzunehmen, interessiert es uns auch den «sozialräumlichen Repräsentationen der Akteure klar gewahr zu werden» um die Herausforderungen besser zu verstehen, die mit der geteilten Nutzung des öffentlichen Raums verbunden sind.

Alle versammelten Beiträge verstehen öffentlichen Raum als dynamischen Prozess, der durch alle Akteurinnen und Akteure dauernd neu geschaffen wird, indem sie sich ihn vorstellen, ihn denken und ihn durchqueren. Die Autorinnen und Autoren dieses Dossiers richten ihren jeweils spezifischen Blick auf das, was in ihrem stadträumlichen Feld den Rand darstellt, auf die Prozesse des Sichtbar- und des Unsichtbar-Machens von Personen, die diesen Rand bilden ebenso wie auf ihre Umgehungsstrategien der jeweiligen Regulierungen. Damit entfernen sie sich von einer reduzierenden dichotomischen Sichtweise, die die Akteurinnen und Akteure entweder als «Opfer» oder als «kluge Strategen» darstellen (Bakewell 2010, Fresia 2007) und ermöglichen damit ein genaueres

Verständnis der komplexen Realitäten. In den vorliegenden Analysen legen so genannt randständige Akteurinnen und Akteure Handlungskompetenz, Kreativität und zivilgesellschaftliches Engagement an den Tag, auch wenn diesen Fähigkeiten bei der Produktion und Rezeption von öffentlichem Raum nicht immer Rechnung getragen wird. Sie sind weit davon entfernt ausschliesslich Objekte der *public policy* oder Opfer zu sein. Allen gemein ist, dass es sich immer um Akteurinnen und Akteure des Zusammenlebens im öffentlichen Raum und um Mitglieder der Stadtgesellschaft handelt. Sie pflegen Wissen und soziale Repräsentationen, die wesentlich für das Verständnis sowohl lokaler als auch universeller Dynamiken und Verflechtungen sind. Wenn diese marginalisierten Menschen von aussen (durch einzelne Politikerinnen, Medien, Sozialarbeitende etc.) als hilfsbedürftige und in die Gesellschaft zurückzuführende Menschen verstanden werden, so erlaubt eine Analyse ihrer Positionierung oft Haltungen zu erkennen, die zwischen einer Suche nach Anerkennung und Autonomie einerseits und den Schwierigkeiten eines als schändlich bezeichneten Lebensstils andererseits schwanken. Uns erscheint es zentral, diesen Personen mit dynamischen, vielseitigen und sorgfältigen Ansätzen zu begegnen und sie nicht pauschalisierend in eine umfassende Kategorie einer uniformen und endgültigen Randständigkeit ein- und auszuschliessen.

Mehrere Artikel dieses Dossiers nehmen eine solch dynamische Dimension der Marginalisierung im öffentlichen Raum auf und beleuchten sie aus unterschiedlichen Standpunkten. Einzelne Autorinnen beschreiben die professionelle Sichtweise intervenierender Akteurinnen im Management des öffentlichen Raums. Dies ist insbesondere der Fall von Sue-Anne MacDonald, die bei der Beschäftigung mit den kanadischen Gerichtshöfen für geistige Gesundheit (*Mental Health Court*, ungefähr: Betreuungsgerichte) die Normenbildung durch Gesundheits- und Rechtsspezialisten näher betrachtet. Ähnlich zeichnet Virginie Milliot eine *policy ethnography* einer von Sozialarbeitenden begleitete Formalisierung und Legalisierung eines bis anhin informellen Strassenmarkts. Diese professionellen Akteurinnen und Akteure finden sich in beiden Fällen in der Position von Vertretenden der Staatsgewalt wieder und dies gegenüber einer Klientel, die nicht unbedingt eine staatliche Intervention wünscht. Diese Rolle der professionellen sozialen Arbeit wird umso wichtiger, wenn bei bestimmten Akteurinnen und Akteuren das Gefühl besteht, dass der Staat die von ihnen gewünschte Aufgabe beim Management des öffentlichen Raums nur unzureichend erfüllt. Dies zeigt sich insbesondere in der *Broken Windows-Theorie* (Kelling & Wilson 1982), wonach ein gewisses Laissez-faire der Autoritäten im öffentlichen Raum und das Unsicherheitsgefühl von Passierenden korrelieren und in Ver-

bindung mit der Präsenz einer marginalisierten Bevölkerung gestellt werden. Parazelli und Carpentier rufen diese Theorie in Erinnerung, wenn sie auf Geschäftsleute hinweisen, die sich mit Wachpersonal vor Randgruppen schützen, welche in die Rue Saint-Denis in Montreal eindringen. Wird die Staatsgewalt als abwesend wahrgenommen, so verändert sich das Machtverhältnis zwischen den verschiedenen Nutzenden und Passierenden in der Arena des öffentlichen Raums. Diese Überlegung weiterführend, verweist der Artikel von Pedro José Garcia und Erwan Le Méner auf das mangelnde Engagement der Staatsgewalt und der NGO im öffentlichen Raum. Er zeigt aber auch die Solidarität auf, die sich in einem unbesetzten Feld entwickelt. Die Autoren schlagen dann eine Art «Bürgertypus» vor, der Strassenkindern punktuelle Unterstützung in Form von Unterkunft, Verpflegung oder eine vorübergehende Einkommensquelle bietet. Interessant ist ihre Feststellung, dass die beschriebenen Personen nicht in Hinblick auf einen Ausstieg aus dem Gassenleben oder einer Reintegration handeln, sondern vielmehr im Sinne einer punktuellen und gezielten Intervention im Bereich eines geteilten öffentlichen Raums. Hugues Morell Meliki schliesslich beschreibt die Sicht der informellen fliegenden Händler und Händlerinnen in der Innenstadt von Yaoundé. Er interessiert sich für die Aussagen und die Praktiken der marginalisierten Personen zu Tages- und Nachtzeiten. Der Autor hebt ihre Fähigkeit hervor, sich einen Platz im öffentlichen Raum wieder anzueignen, obschon sie durch den Tatbestand «menschliche Verkehrshindernisse» (*encombrement humain*) als bedrohlich bezeichnet sind. Ein juristischer Begriff, der eine illegale Besetzung des Trottoirs bezeichnet.

Die verschiedenen Akteurinnen und Akteure formen somit prozesshaft die tägliche Realität des Zusammenlebens im öffentlichen Raum. Durch den urbanen Charakter der Kontakte wird die Dimension des Raums und des Platzes von jedem und jeder – sowohl physisch, sozial wie auch symbolisch – entscheidend. Meliki zeigt, wie wichtig es für das Verstehen ist, sich an den lokalen Praktiken und Wissensbeständen zu orientieren, wenn er die Belegung des Raums entsprechend der Tageszeiten differenziert. So stehen sich am Tag und in der Nacht unterschiedliche Logiken gegenüber. Er erkennt beispielsweise eine «nächtliche Segmentierung des Stadtzentrums» der Verkäufer nach tribalen Kriterien, die sich so am Tag nicht feststellen liesse.

Ausserhalb des symbolischen Raums, der in Funktion von auferlegten oder beanspruchten Normen organisiert ist, gibt es auch das reale Problem des Zugangs zum physischen Raum, der, wie weiter oben erwähnt, in den Stadtzentren knapp und begehrt ist. Diese sehr konkrete Aufteilung lässt sich über die Bildung von Gruppen erklären, die für sich das Recht auf ein

bestimmtes Territorium und somit ihr Recht auf Stadt beanspruchen. Ob das nun aus Gründen der Anciennität, der nationalen oder ethnischen Zugehörigkeit oder aufgrund von konkreten Praktiken geschieht, der Zugang zum Territorium wird durch die anwesenden Gruppen ausgehandelt, die zwar dynamisch und vielseitig bleiben, er ist aber manchmal auch auf äussere Zuschreibungen zurückzuführen.

Maurizio Bergamaschi bringt mit der öffentlichen Bibliothek einen überdachten öffentlichen Raum zur Sprache, in dem der postulierte allgemeine Zugangsanspruch mit dem praktisch ererbten Recht der Studierenden auf den gesamten Raum oder mit den Kinderzonen kollidiert. Die Studierenden «gehen davon aus, dass sie das Recht haben, sich der Tische zu bedienen um in Gruppen zu studieren», sie leiten aus ihrem studentischen Status ein Privileg gegenüber den anderen Benutzenden ab.

Wie es Andreas Wimmer (2004) in seiner Studie zur Bildung von ethnischen Gruppen in Schweizer Städten auf einer forschungsmethodologischen Ebene zeigt, ist es sinnvoll die im Feld gebildeten Gruppen nach ihren eigenen Kriterien (wie etwa Altersklassen, Zusammengehörigkeitsgefühl aber auch Verankerung im Quartier) zu untersuchen. Demgegenüber erweisen sich vorbestimmte Kategorien von marginalisierten Personen oft als inoperabel. Die relevanten sozialen Kategorien sind somit oft nicht diejenigen statistischen oder demographischen Werkzeuge, die in einem Prozess der Gouvernamentalität entstanden sind, sondern vielmehr diejenigen, die sich an der alltäglichen Bedeutung der Interaktionen und Repräsentationen im öffentlichen Raum orientieren.

Diese thematische Ebene erlaubt es insbesondere die Macht- und Allianz-Dynamiken des öffentlichen Raums zu reflektieren. Ungeachtet der funktionalen Definition des zugeschriebenen Status' (Staatsgewalt, Benutzende, Polizei, Bettelnde) spricht die Erforschung dessen, was sich im Rahmen besonderer sozialräumlicher Bedingungen abspielt sowohl von einem Prozess der Wiederaneignung als auch von der Diskriminierung u.a. auch ausserhalb einer Reglementierung, die auf eine Definition der Beziehungen im öffentlichen Raum abzielt.

Formen der Aneignung und der Regulierung des öffentlichen Raums

Welche gesellschaftlichen Werte und Ideale manifestieren sich im öffentlichen Raum in Form von Aneignungen, der Verwaltung und Intervention? Wie lassen sich entsprechende Praktiken verstehen und wer ist von welchen Kon-

sequenzen in welcher Weise betroffen? Solche Fragen legen eine besondere Aufmerksamkeit für normative Dimensionen von Zusammenleben und von städtischen Entwicklung nahe; der Standpunkt und die Einschätzung variieren dabei je nach Perspektive der Akteure und der Akteurinnen.

Der Umgang mit Fremdem, Unerwartetem, gesellschaftlich Anderen und strukturelle Macht- und Herrschaftsverhältnisse spielen eine bedeutende Rolle in der Regulierung des öffentlichen Raums. Neben der Manifestation von kleinräumigen Nutzungskonflikten und Aushandlungsprozessen in Nachbarschaften sind auch international wirkende Trends zu beobachten. Sie zeigen sich u.a. in Raumordnungspolitiken von privater und öffentlicher Hand, im Überwachen und Strafen sowie in einer starken Konsum- und Verwertbarkeitsorientierung. Vor allem die erstgenannten Aspekte, die Foucault in seinen Schriften prominent verhandelte, durchdringen die heutigen städtischen Gesellschaften (2004a, 2004b). Sie werden mit Phänomenen der Angst, Kontrolle, Ordnungspolitik und Regierungstechniken verbunden. Weltweit präzente Managementformen des öffentlichen Raums wie etwa die Dauerüberwachung durch Kameras (Closed Circuit Television, CCTV) sind längst zu festen Bestandteilen der Praxis und Politik des Raums geworden und sorgen für eine bestimmte Ordnung im Stadtraum. Rechtliche Normen bieten sowohl privaten als auch öffentlichen Akteurinnen und Akteuren Hand und Legitimation für den Einsatz dieser Überwachungsmittel. Sie werden im Namen der Prävention allfälliger Straftaten eingesetzt oder zur Verbannung von potentiell störenden Verhaltensweisen und Menschen (vgl. z.B. Litscher et al. 2012).

Diese Normen richten sich gegen Menschen, die in den zusehends kommerziell orientierten Stadträumen nicht willkommen sind, dort die Befindlichkeiten der Konsumierenden stören und somit das Ranking im Standortmarketing der Städte absenken können. Die Kulturanthropologin Elisabeth Katschnig-Fasch formuliert diesbezüglich pointiert: «Mögliche Berührungen und Irritationen durch Armut und kulturelle Differenz werden von den Bewohnern und Bewohnerinnen anerkannter Räume prinzipiell vermieden» (1995: 28). Solche Einschätzungen kommen prominent auch von der Gentrification-Kritikerin Sharon Zukin in ihrer «Ökonomie der Symbole» (1998: 27-40), wenn durch gastronomische Aufwertungen ausschließlich diejenigen Menschen angezogen werden, die zum Konsum sowohl fähig als auch bereit sind. Durch die Preisgestaltung in der Gastronomie und im Einkaufsangebot etabliert sich eine Kontrolle durch den Konsum, welcher Distinktion und Segregation mit sich bringt. Somit wird Stadträumen ein bestimmtes Lifestyle-Label verliehen, kulturelle Werte einer Stadt auf eine gewisse Art inszeniert, visuell aufbereitet und mit willkommenen gesellschaftlichen Zwecken verbunden. Bei solcher

Image- und Wertsteigerung eines Ortes greifen meist Finanzinvestoren, Dienstleistungen und Konsum ineinander (ebd.). Das Soziale wird somit als eine Praxis des Konsums dargestellt, da Selbstdefinition, Stilisierung und soziale Distinktion im Sinne Pierre Bourdieus ermöglicht werden und als soziale Differenzierung im Raum greifbar sind (1991). So bestimmen Konsumpraktiken im öffentlichen Raum auch die sozialen Beziehungen.

Unbeachtet bleibt, ob gesellschaftliche Teilhabe in solchen kommerziellen Räumen möglich ist und ob ein Ausschluss aus solchen kommerziell ausgerichteten Räumen aufgrund ökonomischer, moralischer und kategorialer Argumente erfolgt. Dabei können die «guten Sitten» als Argument für wirtschaftliche Interessen instrumentalisiert werden.

Die Beeinträchtigung ökonomischer Interessen steht an, wenn «jemand ausserrechtlich eine bewegliche fremde Sache entfernt, durch sein Erscheinungsbild oder Verhalten andere beim Konsum stört, nicht konsumiert, obwohl dies der vorrangige Zweck eines Ortes ist, oder auch wenn etwa die Anwesenheit von Drogenszenen Immobilienwerte gefährdet. Wie die Beispiele andeuten, wird ökonomischer Ausschluss meist moralisch legitimiert, und durch die Verbindung von Ordnung und Sauberkeit mit Umsatz verbindet sich ebenso Moral mit Ökonomie.» (Wehrheim 2006: 209).

Interessant ist die Vorrangstellung, die bei solcher Inwertsetzung öffentlicher Räume Partikularnormen eingeräumt wird gegenüber der Annahme, dass öffentliche Räume im Interesse der Öffentlichkeit stehen und allenfalls gar als Lernfelder für Demokratie und einer an Freiheitsrechten orientierten Gesellschaft gelten soll(t)en.

Nun kann man sich die Frage nach dem Risiko stellen, das mit der Bildung eines selektiven urbanen Raums verbunden ist, der diejenigen Menschen aussen vor lässt, die sich nicht mit diesem Image ihrer Stadt identifizieren können oder wollen (Mager & Matthey 2010). Julien Damon (1998: 111-112) unterstreicht, dass dieser Umstand die Städte vor neue Herausforderungen stellt:

Es ist das Schicksal aller Städte bedeutende Akteurinnen in öffentlichen Aktionen zu sein und unter doppeltem Zwang verwalten zu müssen: Die Logik des ökonomischen Wettbewerbs und die Mitwirkung an der Erhaltung der sozialen Kohäsion. Es geht einerseits darum, ein Maximum an Aktivitäten, an Geldern und Arbeitsplätzen anzuziehen und andererseits die wachsenden Schwierigkeiten der Bewohnenden politisch und sozial zu bewältigen auch derjenigen Bürger, die zumindest für die Verwaltung nirgendwo mehr wohnen.»

Wer sind denn nun diese Personen, die stören, die aus den Zentren und aus den Augen entfernt werden? Oder umgekehrt: Welches sind die Formen von Diversität und Durchmischung, die aufgewertet werden? Es lässt sich feststellen, dass die Aufwertungsmassnahmen für diese Räume im Bereich von Regierungstechniken und Gouvernamentalität punktuell in einem veränderten Umgang mit kultureller Differenz und Diversität besteht. Jenseits des allgegenwärtigen Designs, des geordneten und von Störendem befreiten Raums beziehen sich die Leitbilder des Stadtmarketings vermehrt auf Diversitäts- und Integrationskonzepte, welche der Rentabilität dienlich sind. Sie können als eine Fortschreibung der *creative city* (Florida 2002) verstanden werden. Ungeachtet struktureller Ungleichheiten und verallgemeinernder Zuschreibungen verheissen sie den Leistungsbereiten eine erfolgsträchtige Zukunft in der unternehmerischen Stadt. Denn im Sinne eines aktivierenden Wohlfahrtsstaates wird «Differenz [...] als Normalität einer differenzierten Stadtgesellschaft» (Rodatz 2012:87) verstanden. In diesem Sinn wird die Stadt als gewinnversprechender Ort der wahrzunehmenden Möglichkeiten und der Diversität gefeiert.

Wird zum einen die Palette des «Normalseins» im Stadtraum immer homogener und aufgrund raumordnungspolitischer Eingriffe und Massnahmen immer strenger kontrolliert und moralisch sanktioniert, wenden sich aktuelle Konzepte zusehends hin zu ressourcenorientierten Zugängen v.a. im Zusammenhang mit Diversität aufgrund von ethnischer Zugehörigkeit und Herkunft (Pütz & Rodatz 2013, Rodatz 2012). Dabei wird etwa der Ökonomie der Migrantinnen und Migranten nicht mehr eine problemorientierte Dimension angeheftet, sondern erfährt etwa durch das Label *ethnic business* eine Aufwertung. Vielfalt wird somit in dieser Art und Weise im Stadtraum verwertbar und regierbar, sie fügt sich in die Ordnung ein und trägt gar zum Potential des Quartiers bei oder wird zum urbanen Erlebnis. In dieser Sichtweise wird die Diversität mit zu einem Quell eines unternehmerischen Selbst (Bröckling 2007: 285). Wobei es zu beachten gilt, dass solche Vielfalt immer mit einer Imagepolitik einhergeht und somit als Regierungstechnik in Form des *urban imagineering* funktioniert (Färber 2008). Dieser Umgang mit Fremden und Anderen geht Hand in Hand mit dem oben beschriebenen kontrollierenden und disziplinierenden Umgang, der sich in Raumordnungspolitiken zeigt.

Auch im Schweizer Kontext verändert sich die Bewertung und Anwendung von Freiheits- und Grundrechten gegenüber Kontroll- und Disziplinarnormen. Sie zeigt sich sowohl in der Einführung neuer Normen (u.a. in Polizeigesetzen inklusive Wegweisungsartikeln, die in Volksabstimmungen von grossen Mehrheiten gutgeheissen wurden) als auch im informellen sozialen Diskurs und kommt darüber hinaus bei einem Verhalten jenseits der verklärten Normen zum Einsatz (unter anderem im

öffentlichen Diskurs, in der Politik und in den Empfindsamkeiten gegenüber Störendem und Unerwartetem). Flankiert werden diese Kontrollmassnahmen auch mit einer abwehrenden Architektur, Zugangshürden und Verbotsschildern sowie dem Einsatz von auf Mediation und Kommunikation spezialisierten Patrouillen (u.a. SIP, «Sicherheit-Integration-Prävention»).

Diese neuen Regulierungs- und Raumordnungsnormen der urbanen Räume zeigen, dass die erwünschten Bürger und Bürgerinnen, das heisst die als ausreichend «angepasst» und «diszipliniert» erachteten in sorgfältig eingerichteten Gegenden wohnen. Damit wird ein der abwehrenden Architektur diametral entgegengesetztes urbanes Flair erzeugt (Litscher 2014). Der Stadtraum wird somit stark fragmentiert und unterschiedlich in Wert gesetzt und reguliert.

In diesem Dossier zeigen besonders die Beiträge von Madlen Kobi, Christian Reutlinger und Christina Vellacott wie diese Logik in verschiedenen sozialen Kontexten umgesetzt wird. Madlen Kobi verbindet in ihrem Artikel die Gentrification in China mit der global behandelten Thematik von Verbürgerlichung und Governance. Die Aufwertung von Raum erfolgt dabei auf allen Ebenen. In ihrem Fallbeispiel Kaxgar zeigt sie, dass es sich für die betroffenen Akteurinnen und Akteure um eine komplexe und auch ambivalent wahrgenommene Verflechtung handelt, zu deren Verständnis eine Perspektive der Intersektionalität eingenommen werden muss, die sowohl die ethnischen Repräsentationen als auch die soziale Stratifizierung dieses sich urban und touristisch rasant transformierenden Raumgefüges greifbar macht. Christian Reutlinger und Christina Vellacott nehmen die Frage der Normierung und der Disziplinierung mittels einer spielerisch angelegten Denkübung auf. Darin stellen sie aktuelle und historische Plakatkampagnen aus der Schweiz zum Thema Disziplinierung gegenüber. Sie machen deutlich, dass die immer wieder neu auszuhandelnden normativen Vorstellungen von öffentlichen Räumen, von Normalität und Marginalisierung gerade bei jungen Menschen seit jeher von enormer Bedeutung ist. Dabei heben sie hervor, wie die aktuellen soziopolitischen Diskurse davon durchdrungen sind und zeigen die wachsende Bedeutung des demokratischen Engagements.

Formen der Berücksichtigung unterschiedlicher Formen der Aneignung des öffentlichen Raums

Verschiedene Arten den öffentlichen Raum zu regulieren und zu bewirtschaften, tragen dazu bei bestimmte Formen der Aneignung dieser Räume zu legitimieren. Auf andere Formen wird wiederum mit Ablehnung reagiert, die von Nichtbeachtung

bis Verachtung oder von Exklusion bis Repression gehen können. Autorinnen wie Saskia Sassen (2002) oder Michel Dear und Steven Flusty (2001) unterstreichen, dass die globalisierte Wirtschaft und die neuen Kommunikationstechniken die sozialen und räumlichen Ungleichheiten in den Städten nicht reduziert haben. Ganz im Gegenteil zeigt die postmoderne Urbanistik, wie sie von Dear und Flusty dargestellt wird (ebd.) eine geographisch zersplitterte soziopolitische Landschaft, in der eine diffuse, globalisierte Macht, die sich massgeblich auf komplexe neue Technologien stützt, ein Klima des Konsums und der Individualisierung fördert, woraus eine zunehmend polarisierte Bevölkerung resultiert. Jean-Pierre Garnier (2010) wiederum hält fest, dass der Prozess der Vermarktung den öffentlichen Raum für Personen, die nicht konsumieren können in einen exklusiven privaten Raum verwandelt habe. Gemäss diesem Autor dienen die Logiken der «Revitalisierung» und der «Sanierung» vor allem der «Vertuschung einer Klassenlogik: Man reserviert die aufgewerteten Räume für wertvolle Leute. [...] Dem Quartier geht es nun besser, aber nicht denselben Personen» (Garnier 2010: 18-19).

Jean-Philippe Leresche (1998: 103) zeigt, dass die Schweiz diesem Fragmentierungsprozess der Räume nicht entrinnt und ebenfalls der Metropolisierung und Globalisierung unterworfen ist. Diese Phänomene würden die Konkurrenz zwischen den Städten fördern, um rentablere Akteurinnen und Akteure und die profitabelsten Aktivitäten anzuziehen. Auch hätte die Entstehung neuer Mobilitätsströme ein verstärktes Armutsrisiko der Haushalte und eine Zunahme von Exklusion und Isolierung der Individuen zur Folge. Ähnlich zeigt Blaise Galland (1996) wie die Informationsglobalisierung einen doppelten Effekt zeitigt, den er «Glokalisierung» nennt: Zum einen entleeren sich Städte ihrer Funktion als Produktionsstätte, als Orte des Informationsaustauschs und der Informationsverarbeitung, zum anderen aber kreieren sie neue Organisationsformen und bekräftigen lokale soziale Netzwerke. Paradoxerweise können solche lokale Dynamiken gerade Ungleichheiten bezüglich des Zugangs zu Informationen akzentuieren.

Anouk Bélanger (2005: 25) legt am Beispiel von Montreal den Schwerpunkt deutlicher auf die wirtschaftliche und touristische Entwicklung, die sich dort um eine party- und event-spezifische Vorstellungswelt bildete, die aber auch sicherheitspolitische Aspekte enthält. Bélanger bemerkt, dass die Transformationen des städtischen Raums sich mehr in die Richtung einer Homogenisierung entwickle als zu einer Anerkennung einer postmodernen Stadt und einer urbanen Diversität.

«Während neue kommerzielle Bezirke aus der Eventisierung des Raums entstehen und scheinbar neue Räume für das Publikum schaffen, wird man sich gewahr, dass diese Räume, weit davon entfernt sind öffentlich im herkömm-

lichen Sinn des Wortes zu sein. In Tat und Wahrheit sind sie sorgfältig geplant und stellen homogene Umgebungen dar, sind speziell inszeniert, um das Spektakel des Kommerzes und die zum Spektakel gewordene Zuspitzung des Konsums am Laufen zu halten. Anders gesagt: Wenn diese neuen Räume sich als gesicherte und einladende Umgebungen präsentieren wollen, so muss dafür eine gewisse Repression oder eine Homogenität der sozialen, ökonomischen und kulturellen Unterschiede in Kauf genommen werden».

Bestimmte Formen der Aneignung und Besetzung des öffentlichen Raums scheinen also positiv bewertet zu sein, während andere als problematischer gelten (Staheli & Mitchell 2008). Dabei spielen Fragen der Valorisierung – wie oben diskutiert – immer auch eine Rolle. So zeigen beispielsweise mehrere Forschungen, dass die Aneignung des öffentlichen Raums durch Obdachlose als Entwicklungshindernis für Innenstädte aufgefasst wird (Mitchell 1997, Parazzelli 2004). Verschiedene Arbeiten zeigen einen verstärkten Rückgriff auf sozialräumliche Massnahmen und auf eine Verrechtlichung, um diese Bevölkerung zu entfernen, zu vertreiben oder auseinanderzutreiben. Dies geschieht sowohl in Nordamerika (Mitchell 1997, Colombo & Parazzelli 2002, Blomley 2012, Sylvestre et al. 2015), in Europa (Gardella & Le Méner 2005, Doherty et al. 2008) als auch in Lateinamerika (Pedrazzini 2005). Es wäre ein verkürzter Schluss, nur strafende Mechanismen gegenüber dieser Bevölkerung zu sehen, aber diese Massnahmen haben tatsächliche Auswirkungen auf die gezielte Gruppe (Deverteuil et al. 2009).

Mehrere Artikel dieses Dossiers bestätigen diese Tendenz, wenn sie hervorheben, dass die Reaktion auf die Präsenz von Marginalen oder Marginalisierten, Obdachlosen, aber auch Lumpensammelnden, fliegenden Händlern und Händlerinnen, Strassenkindern oder geistig verwirrten Personen im öffentlichen Raum vor allem stets und ungeachtet des Landes oder der Bevölkerung in raumgreifenden sicherheitsbezogenen Aktionen besteht. Die Forschungen von Meliki und Milliot stellen eine Erhöhung der Polizeibestände und der Verrechtlichungen (Bussen, Umwandeln von Aktivitäten in Delikte) fest, um die Präsenz von Unterwünschten in den Strassen sowohl von Yaoundé als auch Paris zu regulieren. Milliot und Kobi analysieren die baulichen Massnahmen im urbanen Raum von Paris und Kaxgar, die unerwünschte Bevölkerungsgruppen fernhalten sollen. Sowohl in Ouagadougou und Yaoundé als auch in Paris stellen die Autorinnen und Autoren energische Polizeirazzien fest (García Sánchez & Le Méner, Meliki, Milliot). Diese Vertreibungspolitik kann auch subtilere Formen annehmen, wie MacDonald zeigt. Unter dem Vorwand einer wohlwollenden Behandlung des «Wahnsinns», können die Betreuungsgerichte von Montreal zur Konstruktion von Devianten beitragen, deren Platz nicht im öffentlichen Raum ist.

Nun zeigen die Artikel aber auch die geringe Wirkung, welche diese sicherheitspolitischen oder repressiven Massnahmen auf die Präsenz dieser Populationen im öffentlichen Raum haben: Es handelt sich oft um nicht zahlungsfähige Individuen und ihr Überleben hängt gerade von den Aktivitäten ab, die sie im öffentlichen Raum entfalten. Viele der im Dossier versammelten Beiträge zeigen deutlich, wie die Menschen angesichts der Repression und der Kontrolle Tricks entwickeln, um den Polizeikontrollen zu entgehen. Sie verschwinden vorübergehend, um danach zurückzukehren oder sich anderswo oder zu anderer Zeit aufzustellen. Meliki konnte beispielsweise beobachten, wie die fliegenden Händler und Händlerinnen von Yaoundé während der Nacht die Strassen sicherer machen, im Gegenzug wird ihre Präsenz von der Polizei toleriert. Garcia Sanchez und Le Méner zeigen dieses Versteckspiel zwischen Strassenkindern und Polizei in Ouadadogou. Milliot beschreibt die Strategien der Pariser Lumpensammler und -sammlerinnen, die ihre Waren bei Polizeikontrollen schnell einsammeln. Die beschränkte Wirksamkeit dieser Sicherheits- oder Repressionsmassnahmen lässt sich zum einen damit erklären, dass ihr Hauptzweck mehr dem Unsichtbar-Machen dieser Gruppen im öffentlichen Raum dient, als dass sie den Gründen ihrer Präsenz nachgeht.

Wenn diese Massnahmen die unerwünschten Aktivitäten schon nicht zum Verschwinden bringen, so zeigen diese Analysen, dass sie doch zur Prekarisierung der Praktiken und zur Destabilisierung der Identitäten beitragen (siehe u.a. Deverteuil et al. 2009). In sehr unterschiedlichen urbanen Kontexten zeigen dies die Analysen von Garcia Sanchez und Le Méner, von Milliot und von Meliki. Colombo hat im Übrigen aufgezeigt (2015), dass die rechtlichen und repressiven Massnahmen gegen die Jugendlichen auf der Strasse den Prozess des Ausstiegs hintertreiben können. Tragen somit die zurzeit bevorzugten Massnahmen zur Regulierung der Präsenz der Randgruppen im öffentlichen Raum, nicht viel eher dazu bei, die Marginalisierung dieser Gruppen zu zementieren als dass sie ihnen helfen sich daraus zu befreien?

Wenn sie auch vorherrschend ist, so schliesst die sicherheitsorientierte Einstellung andere Betreuungsformen und die Berücksichtigung von alternativen, marginalen oder störenden Formen der Beanspruchung des öffentlichen Raums nicht aus. Garcia Sanchez und Le Méner zeigen, wie informelles Wohlwollen dazu beitragen kann, Brücken zwischen Strassenkindern in Ouagadougou «am Rand» und Akteurinnen und Akteuren und Aktivitäten «im Zentrum» zu schlagen. Auch die Beobachtungen von Bergamaschi in einer öffentlichen italienischen Bibliothek zeigen die Verbindungen, die sich zwischen den verschiedenen Benutzenden dieses Ortes knüpfen, etwa dass sie den randständigsten Personen, die dort drin Unterschlupf finden, etwas Anerkennung bieten können.

Nun handelt es sich dabei um informelle und zufällige Praktiken, die von Individuen abhängen, deren Motivationen unterschiedlich und mehr oder weniger im Interesse der betroffenen Personen sind. Wie steht es jedoch um institutionelle Antworten, die über die Repression hinausgehen? Welche Formen nehmen sie an und wie ziehen sie andere Arten der Besetzung öffentlicher Räume in Betracht? Wie sind ihre Vorstellungen des Zusammenlebens mit Populationen, deren Präsenz im öffentlichen Raum stört? Mac Donald zeigt in ihrer Analyse der Betreuungsgerichte in Montreal, dass Antworten, die sich als Alternative zu repressiven Massnahmen ausgeben, sich manchmal als Mittel zur Überwachung entpuppen, welche weit eher dem Ordnungserhalt dienen als der Akzeptanz alternativer Lebensformen oder erschütterter Laufbahnen. Die Analyse von Reutlinger und Velacott von alten und aktuellen Schweizer Informationskampagnen, die sich an die Jugend richten zeigt, dass die als wohlwollend verstehenden institutionellen Haltungen eine Moral offenbaren, die ebenfalls, wenn auch auf eine andere Art und Weise, Konformismus als einzig mögliche oder akzeptable Art zu leben und seinen Platz in der Gesellschaft einzunehmen definiert. Andere Beiträge zeigen, dass auch wohlmeinende Akteurinnen und Akteure der Sozialarbeit oftmals Mühe bekunden, Randgruppen als mögliche Partnerinnen und Partner zu betrachten (Milliot) und nehmen ihnen gegenüber oft eine «humanitäre» oder «heilsbringende» Haltung ein (Parazelli). Das Beispiel der Verhältnisse zwischen Sozialarbeitenden und Lumpensammelnden in Paris (Milliot) ist hier erhellend: Es zeigt die Spannung zwischen den «Integrationsphantastereien» der Sozialarbeitenden und dem Widerstand der Lumpensammelnden, die ihre Aktivität als eine Form der Eingliederung verstehen und ihr Durchmogeln und ihre Autonomie hochhalten. Parazelli und Carpentier haben in den Medien dennoch «demokratischere» Vorstellungen des Zusammenlebens mit Randgruppen in Montreal identifizieren können, welche die Legitimität der Ansprüche dieser Gruppen anerkennen.

Stadt machen: ein dynamischer und vielfältiger Prozess

Ausgehend von vielfältigen Kontexten und Ansätzen analysieren die acht Beiträge dieses Themenheftes die Regulierungsformen des öffentlichen Raums der Städte. Diese Regulierungsformen wiederum beeinflussen die Repräsentationen des Anderen und der Marginalisierung sowie die Vorstellungen über den öffentlichen Raum und des Verhandlungspotentials im Hinblick auf die Arten des Zusammenlebens.

Werden die Menschen in ihren ganz unterschiedlichen raumdynamischen Prozessen in den Blick genommen, dabei geraten je nach Fokus gelebte, wahrgenommene, konstruierte oder

strukturelle Dimensionen in den Vordergrund. Die untersuchten Fälle zeigen jeweils lokalspezifische Dynamiken und Kontexte sowie unterschiedliche Verflechtungen aktueller Stadträume auf. Güter, Menschen und Wissen zirkulieren durch Zeit und Raum; sie tangieren auch die Konstruktion öffentlicher Räume und damit einhergehende normative Vorstellungen. Dabei werden Macht- und Herrschaftsverhältnisse laufend aktualisiert.

Die Beiträge dieses Dossiers und unsere gemeinsamen Überlegungen bekräftigen unser Verständnis des öffentlichen Raums als Ort der Möglichkeiten, in dem sich Integration, Verhandlung und Diversität treffen. Die hier versammelten Analysen sprechen unserer Ansicht zugunsten eines besseren Verständ-

nisses und einer besseren Anerkennung der Vielfalt der Aneignungsformen des öffentlichen Raums. Sie bieten die Gelegenheit, sich bei der Regulierung der öffentlichen Räume an die Bedeutung der Grundrechte und Freiheiten aller Bewohnerinnen und Bewohner der Städte zu erinnern.

Die Herausforderung besteht nun darin, die Existenz unterschiedlicher Formen sozialer Integrations- und Teilhabeprozesse anzuerkennen ohne jedoch in Gleichgültigkeit gegenüber dem Leiden und den Risiken des Einkapselns in die Randständigkeit zu verfallen. Es bleibt die Aufgabe, die Modalitäten eines demokratischen Dialogs zwischen den unterschiedlichen Arten Stadt zu «machen» (neu) zu erfinden.

LITERATURVERZEICHNIS/RÉFÉRENCES

Bakewell Oliver. 2010. «Some Reflections on Structure and Agency in Migration Theory». *Ethnic and Migration Studies* 36 (10): 1-24.

Bélangier Anouk. 2005. «Montréal vernaculaire / Montréal spectaculaire: dialectique de l'imaginaire urbain». *Sociologie et sociétés* 37(1): 12-35.

Belina Bernd. 2006. *Raum, Überwachung, Kontrolle. Vom staatlichen Zugriff auf städtische Bevölkerung*. Münster: Westfälisches Dampfboot.

Blomley Nicholas. 2012. «Begging to Differ: Panhandling, Public Space, and Municipal Property», in Zucker Eric et al. (eds.), *Property on Trial. Canadian Cases in Context*, p. 393-424. Toronto: Osgoode Society for Canadian Legal History.

Bourdieu Pierre. 1991. «Physischer, sozialer und angeeigneter physischer Raum», in: Wentz, Martin (Hg.), *Stadt-Räume*, p. 25-34. Frankfurt a. M.: Birkhäuser.

Bourdin Alain. 2009. *Du bon usage de la ville*. Paris: Descartes & Cie.

Bröckling Ulrich. 2007. *Das unternehmerische Selbst: Soziologie einer Subjektivierungsform*. Frankfurt a.M.: Suhrkamp.

Carrel Marion. 2007. «La citoyenneté urbaine du point de vue des gouvernés», in: Neveu Catherine et al. (dir.), *La citoyenneté urbaine, forme d'engagement et enjeux de solidarité*, p. 19-66. Paris: Plan Urbanisme Construction Architecture (PUCA).

Colombo Annamaria, Parazelli Michel. 2002. «Quand la revitalisation urbaine dévitalise la marge sociale juvénile. Un enjeu pour la sortie de rue». *Frontières* 15(1): 39-46.

Colombo Annamaria. 2016. *La parentalité en situation de toxicodépendance dans le canton de Vaud: mieux la comprendre, mieux l'accompagner*. Rapport de recherche non publié. Fondation Le Relais et HES-SO.

2015. *S'en sortir quand on vit dans la rue. Trajectoires de jeunes en quête de reconnaissance*. Sainte-Foy: PUQ.

Colombo Annamaria, Reynaud Caroline, de Coulon Giada. 2016. «Begging in Geneva: Which Right to the City?». *Urban Environment*, 10 [forthcoming].

de Coulon Giada. 2015. *Les «auto-entrepreneurs des marges»: Au-delà des stéréotypes, l'agentivité au prisme de l'intersectionnalité chez les dealers de quartier*. Rapport de recherche non publié. Commission scientifique du domaine Travail social de la Haute Ecole Spécialisée de Suisse Occidentale (HES-SO).

de Coulon Giada, Reynaud Caroline, Colombo Annamaria. 2015. «Begging in Geneva in Times of Crisis: Multi-layered Representations of Beggars, Begging and Cohabitation in the Public Space». *European Journal of Homelessness* 9(1): 191-211.

Damon Julien. 1998. *Vagabondage et mendicité*. Paris: Flammarion.

Dear Michael, Flusty Steven. 2001. «Los Angeles as Postmodern Urbanism», in: Dear Michael (dir.), *From Chicago to L.A. Making Sense of Urban Theory*, p. 55-84. Thousand Oaks: Sage.

Deverteuil Geoffrey, May Jon, von Mahs Jürgen. 2009. «Complexity not collapse: recasting the geographies of homelessness in a «punitive» age». *Progress in Human Geography* 33(5): 646-666.

Doherty Joe, Busch-Geertsema Volker, Karpuskiene Vita, Korhonen Jukka, O'Sullivan Eoin, Sahlin Ingrid, Tosi Antonio, Petrillo Agostino, Wagnanska Julia. 2008. «Homelessness and Exclusion: Regulating public space in European Cities». *Surveillance & Society* 5(3): 290-314.

Färber Alexa. 2008. «Urbanes Imagineering in der postindustriellen Stadt: zur Plausibilität Berlins als Ost-west-Drehscheibe», in: Biskup, Thomas & Marc Schalenberg (Hg.), *Selling Berlin*, p. 279-296. Stuttgart: Franz Steiner Verlag.

Florida Richard. 2002. *The Rise of the Creative Class: and How It's Transforming Work, Leisure, Community and Everyday Life*. New York, London: Basic Books.

Foucault Michel. 2004a. *Geschichte der Gouvernamentalität II. Die Geburt der Biopolitik. Vorlesungen am Collège der France (1975-1978)*. Edited by Michel Senellart. Frankfurt a. M.: Suhrkamp.

2004b. *Geschichte der Gouvernamentalität I. Sicherheit, Territorium, Bevölkerung. Vorlesungen am Collège der France (1975-1978)*. Edited by Michel Senellart. Frankfurt a. M.: Suhrkamp.

Fresia Marion. 2007 «Les réfugiés comme objet d'études pour l'anthropologie: enjeux et perspectives». *Refugee Survey Quarterly* 26(3): 100-118.

Galland Blaise. 1996. «De l'urbanisation à la «glocalisation». L'impact des technologies de l'information et de la communication sur la vie et la forme urbaine». *Terminal* été-automne: 71-88.

Gardella Edouard, Le Méner Erwan. 2005. «Les SDF victimes du «nettoyage» des espaces publics?», in: Hossard Nicolas, Jarvin Magdalena, «*C'est Ma ville!*». *De l'appropriation et du détournement de l'espace public*, p. 71-81. Paris: L'Harmattan.

Garnier Jean-Pierre. 2010. *Une violence éminemment contemporaine: essais sur la ville, la petite-bourgeoisie intellectuelle et l'effacement des classes populaires*. Marseille: Agone.

Ghorra-Gobin Cynthia. 2000. «Les espaces de la médiation: réinventer les «espaces publics» comme symbole de la médiation», MOST-UNESCO. www.unesco.org/most/cyghorra.htm, consulté le 4 août 2010.

Grafmeyer Yves. 1994. *Sociologie urbaine*. Paris: Nathan.

Graham Stephen, Simon Marvin. 2001. *Splintering Urbanism. Networked infrastructures, technological mobilities and the urban condition*. London: Routledge.

Greverus Ina-Maria. 1994. «Menschen und Räume. Vom interpretativen Umgang mit einem kulturökologischen Raumorientierungsmodell», in: Greverus, Ina-Maria, Johannes Moser, Beatrice Ploch, Regina Römhild, Heinz Schilling, Marietta Schult (Hg.): *Kulturtexte. 20 Jahre Institut für Kulturanthropologie und Europäische Ethnologie*, S. 87-111 (Notizen, Band 46) Frankfurt a. M.: Institut für Kulturanthropologie und Europäische Ethnologie der Universität.

Häussermann Hartmut, Walter Siebel. 1987. *Neue Urbanität*. 6. Auflage. Frankfurt a. M.: Suhrkamp.

Häussermann Hartmut. 2004. «Wie wird ein Stadtteil urban?», in Büttner Claudia (Hg.), *Kunstprojekte.riem. Öffentliche Kunst für einen Münchner Stadtteil*, S. 230-241. Wien, New York: Springer.

Ipsen Detlev. 2003. «Städte zwischen Innen und Außen. Randbemerkungen», in: Rolshoven, Johanna (Hg.), *Hexen Wiedergänger Sans-Papiers. Kulturtheoretische Reflexionen zu den Rändern des sozialen Raumes*, S. 37-49. Marburg: Jonas Verlag.

Katschnig-Fasch Elisabeth. 1995. *Möblierter Sinn. Städtische Wohn- und Lebensstile*. Wien: Böhlau.

Kelling George, James Q. Wilson. 1982. «Broken windows. The police and neighborhood safety». *Atlantic Magazine* 249(3): 29-38

Knierbein Sabine. 2010. *Die Produktion zentraler öffentlicher Räume in der Aufmerksamkeitsökonomie. Ästhetische, ökonomische und mediale Restrukturierungen durch gestaltwirksame Koalitionen in Berlin seit 1980*. Wiesbaden: VS.

Jacobs Jane. 1992 (1961). *The Death and Life of great American cities*. New York: Vintage.

Langreiter Nikola, Johanna Rolshoven, Martin Steidl, Margret Haider. 2010. *Sauberkeit Ordnung Sicherheit in der Stadt*. bricolage 6: Innsbrucker Zeitschrift für Europäische Ethnologie. Innsbruck: Innsbruck University Press.

Lefebvre Henri. 1968. *Le Droit à la ville*. Paris: Anthropos.

Leresche Jean-Philippe. 1998. «Les villes suisses à l'épreuve de la pauvreté». *Gouvernances* 80-81: 101-107.

- Lindner Rolf.** 2008. «Textur, imaginaire, Habitus – Schlüsselbegriffe der kulturanalytischen Stadtforschung», in: Berking, Helmuth & Löw, Martina (Hg.), *Die Eigenlogik der Städte. Neue Wege für die Stadtforschung*. S. 83-94. Frankfurt: Campus.
- Litscher Monika.** 2014. «Stadträumliche Verschiebungen – im Namen der Privatsphäre». *swissfuture. Das Magazin für Zukunftsmonitoring*, 02 / 14, 4-7.
- Litscher Monika, Mösch Payot Peter, Grossrieder Beat, Schmutz Marco.** 2012. *Wegweisung aus öffentlichen Stadträumen. Ergebnisse aus einer SNF-Studie*. Luzern: interact Verlag.
- Mager Christophe, Matthey Laurent.** 2010. «Sages comme des images? Le leurre du marketing urbain». *Tracés* 10: 10-12.
- Merlin Pierre, Choay Françoise.** 2005. *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement*. Paris: PUF.
- Mitchell Don.** 1997. «The Annihilation of Space by Law: The Roots and Implications of Anti-Homeless Laws in the United States». *Antipode* 29(3): 303-335.
- Morisset Lucie K., Noppen Luc.** 2003. *Identités urbaines*. Québec: Éditions Nota Bene.
- Muri Gabriela.** 2014. «Der Alltag als inszenierte Choreographie», in: Hengartner Thomas, Schindler Anne (Hg.), *Wachstumsschmerzen. Gesellschaftliche Herausforderungen der Stadtentwicklung und ihre Bedeutung für Zürich*, S. 171-188. Zürich: Seismo.
- Parazzelli Michel.** 2004. «Jeunes de la rue et gestionnaire urbains. Une topologie conflictuelle», in: Boudreault Pierre Wilfried, Parazzelli Michel (dir.), *L'imaginaire urbain et les jeunes. La ville comme espace d'expériences identitaires et créatrices*, p. 181-202. Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Pedrazzini Yves.** 2005. *La violence des villes*. Montréal: Ecosociété.
- Perraton Charles, Bonenfant Maud.** 2009. *Vivre ensemble dans l'espace public*. Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Pütz Robert, Mathias Rodatz.** 2013. «Kommunale Integrations- und Vielfaltskonzepte im Neoliberalismus. Zur strategischen Steuerung von Integration in deutschen Grossstädten». *Geographischer Zeitschrift* 101(3+4): 166-183.
- Rodatz Mathias.** 2012. «Produktive (Parallelgesellschaften). Migration und Ordnung in der (neoliberalen) (Stadt der Vielfalt)». *Behemoth, A Journal on Civilisation* 5(1): 70-103.
- Rosemberg Muriel.** 2000. *Le marketing urbain en question. Production d'espace et de discours dans quatre projets de villes*. Paris: Anthropos.
- Sassen Saskia.** 2002. «Locating cities on global circuits». *Environment & Urbanization* 14(1): 13-30.
- Staehele Lynn A., Mitchell Don.** 2008. *The People's Property? Power, Politics, and the Public*. New-York, London: Routledge.
- Sylvestre Marie-Eve, Damon William, Blomley Nicholas, Bellot Céline.** 2015. «Spatial Tactic in Criminal Courts and the Politics of Legal Technicalities». *Antipode* 47(5): 1346-1366.
- Wehrheim Jan.** 2006. *Die überwachte Stadt – Sicherheit, Segregation und Ausgrenzung*. 2. Auflage. Opladen: Verlag Barbara Budrich.
- Wildner Kathrin.** 2003. *Zocalo – Die Mitte der Stadt Mexiko. Ethnografie eines Platzes*. Berlin: Reimer Verlag.
- Wimmer Andreas.** 2004. «Does ethnicity matter? Everyday group formation in three Swiss immigrant neighbourhoods». *Ethnic and Racial Studies* 27(1): 1-36.
- Wirth Louis.** 1938. «Urbanism as a Way of Life». *The American Journal of Sociology* 44(1): 1-24.
- Zukin Sharon.** 2010. *Naked City. The death and life of authentic urban places*. Oxford / New York: Oxford University Press.
1998. «Städte und die Ökonomie der Symbole», in: Kirchberg Volker, Albrecht Göschel (Hg.), *Kultur in der Stadt*. S. 27-40. Opladen: Leske & Budrich.

AUTORINNEN/AUTEURES

Monika Litscher studierte Ethnologie, Volkskunde und Völkerrecht an den Universitäten Zürich und Brüssel. Mit ihrer Arbeit «Urbane Szenerien» erlangte sie ihr PhD am Institut für Populäre Kulturen an der Universität Zürich. Als Professorin an der Hochschule Luzern – Soziale Arbeit fokussierte sie auf Fragen zu Stadtraum, Stadtentwicklung und -planung, Ein- und Ausschluss in öffentlichen Räumen. Dazu publizierte sie u.a. «Wegweisung aus öffentlichen Stadträumen» (2012). Heute forscht und lehrt sie als Stadtforscherin, Kulturwissenschaftlerin und Filmemacherin an unterschiedlichen disziplinären Schnittstellen und kuratiert den Bereich Geistes-, Kultur- und Sozialwissenschaften an der Universität Liechtenstein.

Monika Litscher a fait ses études d'ethnologie, de folklore et de droit international public à l'université de Zurich et de Bruxelles. Avec «Scéneries urbaines» elle a gagné son PhD à l'Institute des Cultures Populaires à l'université de Zurich. Comme professeure à la Haute école de travail social à Lucerne elle était chargé de sujets espace urbain, développement urbain, urbanisme, inclusion et exclusion de l'espace public. Dans ce domaine elle a publié en 2012 un ouvrage intitulé «Mesures d'éloignement des espaces publics urbains». Actuellement elle travail comme chercheuse urbaine et culturelle et réalisatrice, elle est maître de conférence et chercheuse dans le domaine interdisciplinaire et elle répond de domaine des sciences humaines, culturelles et sociales à l'université de Liechtenstein.

Giada de Coulon ist Sozialanthropologin und promovierte 2015 an der Universität Neuchâtel. In ihrer Doktorarbeit hat sie sich mit Wahrnehmungen der Gesetzlichkeit von abgewiesenen Asylsuchenden, die in der Nothilfe leben, auseinandergesetzt. Seit 2013 arbeitet sie an der Hochschule für Soziale Arbeit Freiburg (HSA-FR). Dort hat sie an einer Studie zu Repräsentationen des Bettelverbots in Genf im Zusammenhang mit der Aufteilung des öffentlichen Raumes mitgewirkt. Seit 2015 arbeitet sie an einer ethnographischen Forschung, in der sie die Position von Drogendealern im Genfer Quartier Pâquis aus einer intersektionellen Perspektive untersucht.

Giada de Coulon est docteur en ethnologie, diplômée de l'université de Neuchâtel en 2015. Sa thèse a porté sur les questions de perception de légalité chez les requérant-es d'asile débouté-es inscrit-es au régime de l'aide d'urgence. Depuis 2013, elle est engagée comme chercheuse à la Haute école de travail social de Fribourg (HETS FR). Elle y a participé à une recherche qualitative portant sur les représentations du partage de l'espace public, en lien avec l'interdiction de mendier à Genève. En 2015, elle mène une recherche ethnographique envisageant une compréhension intersectionnelle de la posture des dealers de quartier aux Pâquis.

Annamaria Colombo absolvierte einen Master in Sozialer Arbeit und Sozialpolitik an der Universität Fribourg. Ihr PhD erhielt sie in Urban Studies an der University of Quebec in Montreal. Derzeit hält sie eine Professur an der Fachhochschule Westschweiz, Soziale Arbeit in Fribourg. Zu ihren Schwerpunkten zählen Marginalisierung in Städten und von jungen Menschen. Ihre Forschungen fokussieren Fragen zu Identitäten, sozialer Anerkennung, weg von der Strasse und zu sozialräumlichen Beziehungen von «gefährdeter» Jugend und marginalisierter Bevölkerung. Dazu veröffentlichte sie 2015 das Buch «S'en sortir quand on vit dans la rue. Trajectoires de jeunes en quête de reconnaissance».

Annamaria Colombo est détentriche d'un master en Travail social et politiques sociales de l'Université de Fribourg et d'un doctorat en Etudes urbaines de l'Université du Québec à Montréal. Elle est actuellement professeure à la Haute école de travail social de Fribourg (Haute école spécialisée de Suisse occidentale, HES-SO). Ses champs d'expertise sont les marginalités urbaines et juvéniles et ses recherches s'intéressent notamment aux questions d'identité, de reconnaissance sociale, de sortie de la rue, de comportements dits «à risque» (en particulier chez les jeunes) et de rapport à l'espace des populations marginalisées (jeunes de la rue, SDF, squatteurs, mendiants). Elle a publié en 2015 un ouvrage intitulé «S'en sortir quand on vit dans la rue. Trajectoires de jeunes en quête de reconnaissance».

monika.litscher@uni.li, giaddecoul@gmail.com, annamaria.colombo@hefr.ch